Travail justice sociale démocratie.

PREMIER CONGRES NATIONAL DU PAGS

RESOLUTIONS

ALGER
13,14,15,16 Décembre 1990

Résolution politico-idéologique

RPI Pags 1er Congrès national, 13,14, 15 & 16 Décembre 1990

Le PAGS, porteur des profondeurs historiques et civilisationnelles de notre peuple.

A. Le Mouvement de Résistance Multiforme au Colonialisme

B. Faire avancer une Solution Démocratique Moderne

II. - L'étape historique de l'Algérie : La Révolution Nationale Démocratique

A. La Révolution Nationale Démocratique

B. La Situation Nouvelle dans le Monde

1.• Le monde a changé en profondeur

2.- Notre attitude à l'égard et dans ce monde nouveau

III. - Ligne Générale du PAGS

A. Les Fondements Politico-Idéologiques de cette ligne

1.- Notre conception de la démocratie

2.- Le PAGS et ses rapports avec les masses

3.- Notre conception du socialisme

4.- Clarifier et consolider nos positions théoriques

B. Les Fondeurs Socio-Economiques de la Politiques du PAGS

1.- La tactique du libéralisme

2.- Contradiction principale

3.- Deux questions-clefs pour l'économie nationale

4.- La question agraire

5.- Les réformes économiques

IV. - Le PAGS veut Exprimer le Progrès Général le plus Radical, le plus Démocratique.

A. Parce que révolutionnaire le PAGS a une vocation unitaire

B. Pour le socialisme moderne, démocratique, humaniste

Le PAGS, porteur des profondeurs historiques et civilisationnelles de notre peuple.

Le PAGS est ce parti composé de filles et de fils d'un peuple profondément ancré dans la terre de ses ancêtres et qui a de tout temps farouchement défendu son indépendance, sa liberté et lutté pour la justice sociale. Notre Parti se veut parmi les continuateurs les plus conséquents de ces traditions patriotiques et progressistes.

Notre pays n'est pas venu au monde en Juillet 1962. Le processus qui conduisit à la formation puis à la libération de notre nation a été des plus complexes et des plus sinueux. Depuis les temps préhistoriques, les Amazighs constituent le fond de la population de l'Afrique du Nord. La société tamazight était fondée essentiellement sur la grande famille patriarcale et la langue tamazight était utilisée à travers tout le Maghreb. Cette langue était écrite, mais elle est devenue progressivement une langue essentiellement orale. Durant la période primitive de l'histoire de notre pays les familles et les clans se sont unis dans un souci d'intérêts communs, principalement économiques formant ainsi des tribus. Comme espace d'échanges économiques la tribu possédait aussi ses marchés, ses lieux de culte, ses territoires. Plusieurs tribus se regroupaient à leur tour en une confédération.

Les guerres et les affrontements allaient établir la prépondérance des tribus les plus puissantes économiquement et militairement. Ce mouvement historique d'unification tendait vers la formation de royaumes. Le royaume le plus connu est celui de NUMIDIE qui s'est développé dans l'espace territorial recoupant approximativement l'Algérie actuelle à partir du 3ème siècle avant l'ère chrétienne. A cette époque les rapports monétaires pénétraient progressivement les économies fermées des tribus. Devant la menace de Carthage les confédérations de tribus tamazight se sont unies pour résister à l'étouffement économique et politique et se sont données un chef de guerre commun : l'Aguellid. Le plus prestigieux des rois numides fut Massinissa. Il réalisa un Etat qui a pu acquérir une incontestable unité. La Numidie connut à l'époque des transformations économiques, sociales et culturelles importantes. Massinissa renforça le pouvoir royal central en le dégageant des liens tribaux et mit sur pied une puissante armée. Le peuple Numide est le plus ancien ancêtre connu du peuple Algérien d'aujourd'hui.

Avec l'effondrement de Carthage débuta pour notre pays une longue période marquée par l'agression et l'occupation romaines. Pour asservir le pays, les Romains entreprirent systématiquement le démantèlement de la Numidie, malgré la farouche résistance des populations conduite notamment par Youghourta. L'organisation tribale disloquée, et remplacée par d'immenses domaines entre les mains des Romains et à main d'œuvre d'esclaves numides. La population, vivant dans la misère et l'exploitation esclavagiste, n'accepta pas la domination et résista sous des formes diverses. Des insurrections éclataient périodiquement. Une des révoltes les plus connues est celle qui fut conduite par takfarinas de 17 à 24 de l'ère chrétienne. Le recul économique, la paupérisation des populations, le déclin de l'agriculture allaient réduire des milliers de ruraux à la misère provoquant ainsi de graves troubles sociaux. La révolte des "circoncellions", le mouvement des "donatistes" soulevèrent des populations entières contre l'oppression romaine et celle de leurs agents locaux, libérant des esclaves et exigeant l'annulation des dettes des paysans.

Avec le déclin de l'impérialisme romain, les vandales n'occupèrent que quelques comptoirs de la côte. De même l'occupation par Byzance fut incomplète et précaire et constamment soumise à l'hostilité des populations tamazight. Aussi dans les débuts du 7ème siècle après J.C., des tribus tamazight se reconstituent sur des bases plus ou moins communautaires.

Le Maghreb jouissait d'une indépendance récente lorsque les premiers arabo-musulmans arrivèrent. Ils se heurtèrent à une résistance active. Les populations défendaient leur indépendance récemment acquise face à une nouvelle occupation étrangère. La résistance des populations autochtones ne put contenir les armées arabes. Mais il est certain que la force militaire seule n'aurait pu venir à bout de la résistance des populations locales. L'Islam apportait dans le contexte politique et économique du Maghreb de la fin du 7ème siècle un nouveau projet social et civilisationnel et un enrichissement culturel certain. Porteur d'une civilisation nouvelle et en pleine expansion, l'Islam a été progressivement accepté et intégré par les populations amazigh. L'Islam et l'arabité allaient devenir en plus de l'amazighité, une nouvelle dimension fondamentale du caractère national. Mais cette transition ne s'est pas réalisée du jour au lendemain. C'est un processus qui a duré des siècles et

qui ne s'est pas effectué sans heurts et sans contradictions engendrant souvent le développement de violences.

Dès cette époque plusieurs royaumes tamazight et musulmans se sont formés dans le Maghreb central. Tout d'abord le royaume de Tahert fondé par les Kharijite. Puis du 10ème au 12ème siècle (de l'ère chrétienne) le mouvement Fatimide fonda 1'Etat Ziride auquel succéda le royaume des Hammadite. Les Murabitûn et les Muahidûn ont imposé une forme d'unification et d'intégration entre le Maghreb central et l'occident musulman dans le cadre d'un même et vaste empire. Ce fut une entreprise fragile et précaire. Par la suite Yaghmorassen fonda vers 1235 (après J.C.) le royaume de Tlemcen. Le faible développement des forces productives, le manque d'intégration économique et sociale et la faiblesse du pouvoir central allaient être les caractéristiques principales de ces Etats. Aussi le pays allait se morceler peu à peu en un grand nombre de petits royaumes.

Face à la menace espagnole du 16ème siècle, l'appel aux Turcs permet à ces derniers d'installer un pouvoir central entre les mains d'une caste militaire d'origine étrangère. L'empire Ottoman ne pouvait exercer dans l'Algérie d'avant 1830 qu'une exploitation socio-économique de type féodal en prélevant tribut et autres rentes en nature et en travail forcé. Il était dans sa nature de ne pas révolutionner les structures socio-économiques de l'Algérie. Il s'efforçait de contrôler d'une main de fer les centres urbains et certaines zones rurales tout en adoucissant sa tutelle par la référence à une même religion que le peuple algérien.

Le sous-développement dramatique dans lequel se trouvait l'Algérie avant 1830, ses structures socio-économiques très arriérés, leur caractère tribal et clanal et les formes de consciences étroites correspondantes ont gravement fragilisé le pays et rendu possible la colonisation. La caste militaro-bureaucratique turque se disloque et livre le pays aux forces d'occupation. Le peuple algérien allait se retrouver seul face à l'ennemi colonialiste. L'Emir Abd-El-Qader aura comme souci essentiel l'unification du pays face à l'agression. Abd-El-Qader a été, dans le feu même de sa résistance à l'agresseur français, un précurseur éclairé de la conscience nationale moderne dont il a développé une des caractéristiques essentielles : le droit à l'existence d'un Etat algérien centralisé.

Tout au long de cette histoire, notre pays est entré en rapports contradictoires avec l'environnement international : monde arabe, Afrique, pays méditerranéens, Europe et même Amérique au cours des derniers siècles. L'Algérie a eu des échanges économiques et commerciaux mais aussi des échanges dans le domaine de la production intellectuelle. De ce fait notre pays a participé dans tous les sens à la civilisation universelle et en a bénéficié.

A. Le Mouvement de Résistance Multiforme au Colonialisme

La colonisation française a bouleversé et détruit les structures de la vieille société algérienne. Elle a semé la terreur, la famine et la misère. Elle a provoqué révoltes et insurrections et les a réprimées dans le sang.

Le colonialisme français a agi, conformément à sa propre nature. Sa nature capitaliste lui posait l'exigence historique d'attaquer et de bouleverser en profondeur les structures socio-économiques algériennes, de briser les cloisons tribales et régionales, de détruire ou de se subordonner les pouvoirs locaux, d'intégrer plus activement l'Algérie dans le mouvement de l'histoire universelle mais sous la tutelle impitoyable de l'impérialisme. Cette tâche historique, le colonialisme français l'a accomplie avec une sauvagerie et un cynisme inouïs, avec les méthodes les plus barbares où se sont mêlés en un tout les expropriations de terres et de biens brutales ou camouflées par d'immenses escroqueries légales et illégales, le vandalisme, le génocide et l'esprit des croisades.

Mais la dialectique même de la colonisation impliquait qu'elle travaillât à faire surgir les conditions de sa propre négation. Même sous sa forme étroitement coloniale et où se mêlent les formes d'exploitation féodale et capitaliste, et bien que cela fût fait dans l'intérêt égoïste et exclusif de la France et de sa colonie de peuplement, le capitalisme français était obligé de créer une certaine base matérielle et technique pour exploiter l'Algérie. En ce sens, et en ce sens seulement, il était obligé d'introduire un certain progrès : ports, chemins de fer et routes, mécanisation, électrification, grands travaux d'assèchement des marécages et procédés plus avancés d'exploitation agricole, grossissement et création de centres urbains, etc.

D'un autre côté, avec les insurrections et révoltes menées par notre peuple depuis 1830, et tout particulièrement depuis les insurrections de 1945 puis de 1954, le colonisateur français a été amené, par la

logique même de la répression et de la domination, à pénétrer plus profondément notre pays guidé exclusivement par des objectifs militaires, répressifs et visant à un encadrement administratif de type policier.

Les deux guerres mondiales, les déportations, les prisons, les camps de regroupements des populations rurales, l'insécurité permanente dans les campagnes et les incessants mouvements de population des campagnes vers les villes et villages, et d'une région à l'autre, l'émigration ouvrière algérienne vers la France, tout ce bouleversement socio-économique et cet immense brassage de populations ont rapproché de façon incroyablement rapide les différentes régions d'Algérie. Ils ont brisé plus sûrement la conscience tribale et clanique que les prêches les plus révolutionnaires. Ils ont ouvert la voie à l'affirmation rapide d'une conscience nationale moderne qui avait déjà projeté son ombre dans les associations et partis politiques algériens nés à partir des années 1920.

En rapport avec la réalité déjà existante d'une aire de civilisation, de traditions et de culture forgée par la fusion originale, algérienne en un mot, de l'amazighité, de l'arabité et de l'islamité et sur la base de la destruction des structures socio-économiques arriérées et des tendances profondes à la formation progressive d'un seul territoire d'échanges socio-économiques, la conscience nationale algérienne s'est affirmée comme conscience moderne en s'alimentant aux propres contradictions, à la propre dialectique de la colonisation française et au développement complexe de la réalité mondiale.

Intégrant ce qu'il y a d'essentiel dans les traditions insurrectionnelles et les résistances multiformes développées par notre peuple, le mouvement de libération nationale moderne est la négation du colonialisme, de cette branche devenue pourrissante du capitalisme. Il n'est pas toutefois la continuation directe et mécanique des révoltes à dimension tribale et régionale. Il est, au contraire, issu d'un mouvement de négation des causes profondes qui ont ouvert la voie à la conquête de l'Algérie.

La colonisation française a tourné son œuvre de modernisation essentiellement vers les intérêts les plus étroits et les plus mesquins de la Métropole et de sa colonie de peuplement. Elle a tendu systématiquement et par tous les moyens à écarter le peuple algérien du mouvement de la civilisation mondiale et à l'enfermer dans un ghetto d'exploitation, de misère et d'ignorance à l'intérieur de son propre pays. Partout où le peuple algérien a tendu à exprimer son identité, et à affirmer l'existence de sa patrie, de sa religion et de son passé millénaire, la colonisation s'est efforcée de le priver des éléments constitutifs de sa personnalité nationale. Elle a mis au secret son histoire et l'a remplacée par l'histoire de la France. Elle a brimé et refoulé l'apprentissage et l'usage de la langue arabe. Elle a multiplié les provocations et les restrictions draconiennes et vicieuses contre le libre exercice de l'Islam. La colonisation a tout fait pour empêcher notre peuple de se forger les éléments d'unité et de conscience adéquats aux exigences des temps modernes, pour nier à l'Algérie le droit d'accéder à la modernité et de s'intégrer avec toute son originalité propre au mouvement de la civilisation mondiale.

La lutte anticolonialiste menée par le Mouvement de Libération Nationale est une lutte conséquente pour débloquer le développement du pays dans les domaines politique, économique, social, culturel, idéologique.

Toutes les associations, tous les partis politiques nationaux qui, dès les années 1920, ont stimulé les luttes populaires autour d'objectifs même partiels et limités de cette démocratisation multiforme ont contribué à forger la résistance, l'unité et la conscience patriotiques de notre peuple. Sous des angles qui marquent diversement la spécificité de leur apport (revendications économiques; sociales; culturelles; politiques) tous ces partis et mouvements ont contribué à faire mûrir les conditions de l'insurrection armée du l^{er} novembre 1954. Mais le mérite historique de la généralisation de toutes ces luttes partielles accumulées depuis les années 1920 et cristallisées une première fois dans l'insurrection du 8 Mai 1945 revient incontestablement au FLN. Le FLN a su découvrir dans la lutte armée populaire le moyen essentiel de passer à une phase qualitativement supérieure des larges luttes patriotiques menées jusque-là.

On ne peut juger de l'activité menée depuis les années 20 par les associations et partis politiques algériens sur la base de la seule référence au 1er Novembre 1954 et à la forme de la lutte armée. On ne peut qualifier leurs luttes, dans un sens péjoratif et sectaire, de luttes réformistes. Toutes ces luttes poussaient, à des degrés et sous des formes diverses au développement des contradictions contenues dans le processus colonialiste.

Qu'elles aient été davantage portées vers le social, vers le culturel, vers l'institutionnel ou vers la politique générale, toutes ces luttes ont exprimé la riche diversité des aspirations du peuple algérien. Toutes ensemble, ces luttes ont contribué, de façon plus ou moins conséquente, à créer les conditions générales pour passer à la phase décisive de la lutte armée. Mais il revient incontestablement au PPA-MTLD, avec notamment

l'Organisation Spéciale (OS) d'avoir frayé le premier et avec le plus de ténacité, le chemin à cette rupture en réalisant par la lutte année le lien vivant entre ces luttes réformistes historiquement nécessaires et la perspective révolutionnaire de l'indépendance politique. La composition du premier gouvernement provisoire algérien (GPRA) ou encore les maquis du PCA puis les accords PCA-FLN de 1956 témoignent d'ailleurs de la réalité de ce processus historique où la lutte armée supposait la négation dialectique, et non pas mécanique, des luttes pour les réformes menées depuis les années 20. La lutte armée supposait donc l'intégration positive de ces luttes partielles dans une forme nécessairement nouvelle et supérieure. C'est pourquoi d'ailleurs les dispositions générales des accords PCA - FLN ont pu d'ailleurs refléter avec une étonnante perspicacité historique aussi bien les exigences de la centralisation au plan militaire que celles de la préservation des possibilités les plus larges et les plus diversifiées d'action en direction des masses et de l'opinion publique internationale dans l'intérêt d'une cause nationale unique.

Le FLN n'a été ni une simple continuité des partis politiques algériens traditionnels ni leur opposé absolu. Le FLN a été tout à la fois en continuité et en rupture avec ces partis politiques. Il a intégré ce qu'il y a d'essentiellement positif dans les formes anciennes et acquis des luttes populaires et des partis tout en ouvrant la voie à une forme supérieure de lutte qui reflétait de façon plus adéquate les besoins réels de la conscience sociale et révolutionnaire du peuple Algérien.

Cependant, de la même façon que les partis politiques d'avant 1954 n'ont pas su découvrir dans la lutte armée la nouvelle forme, qualitativement supérieure, de réalisation des intérêts fondamentaux du peuple algérien et qu'ils ont tendu à absolutiser les formes pacifiques de la lutte politique, le FLN a tendu, quant à lui, à absolutiser les éléments de centralisme rigoureux qui caractérisent toute forme de lutte armée. C'est pourquoi même après l'indépendance le FLN a systématiquement restreint et comprimé dans des formes anciennes toute la riche essence démocratique et historique qui lui a donné naissance.

Cette essence populaire et démocratique du l^{er} Novembre 1954 s'est exprimée dans toute sa plénitude même en pleine guerre de libération comme en témoignent les manifestations populaires de décembre 1960.

Au lendemain de l'indépendance, le parti unique érigé en principe n'a pas exprimé toute cette riche essence du 1er Novembre 1954. C'est ainsi que le FLN a absolutisé de façon unilatérale le côté par lequel il exprimait sa rupture avec les formes d'organisation et de lutte politique traditionnelles : le parti unique a été érigé en principe et opposé au pluralisme démocratique. A l'intérieur même du FLN et vis à vis des Organisations de Masse (OM), le centralisme a été opposé à la démocratie, l'autoritarisme et le directivisme administratif à la mobilisation consciente. Les manifestations d'hégémonisme dont il a été dès lors porteur ont exprimé une réalité de plus en plus vieillie et dépassée.

En dépit du processus de démocratisation en profondeur des années 1970 (nationalisation des hydrocarbures, réforme agraire, progrès des libertés démocratiques et syndicales et libres débats populaires sur la Charte Nationale de 1976) le FLN s'est finalement trouvé complètement à contre-courant des nouvelles exigences historiques de la société algérienne du fait du changement de cap des années 80 et avec la remise en cause de cette démocratisation sur tous les plans (économique, sociale et politique avec notamment l'article 120 des statuts du FLN).

B. Faire avancer une Solution Démocratique Moderne

Les orientations socio-économiques officielles qui ont prévalu dans les années 80 ont exprimé la tentative de la variante archaïque du capitalisme de se constituer en orientation dirigeante face à la fois au capitalisme moderne et à l'orientation socialiste.

Les tendances politiques anti-démocratiques et le renforcement de l'hégémonisme du parti unique qui ont accompagné de telles orientations socio-économiques en les noyant dans des références formelles à l'option socialiste ont illustré la volonté de ce capitalisme archaïque d'assurer son hégémonisme aussi bien dans le domaine économique qu'au niveau de la direction politique du pays.

L'expérience des années 80 a également illustré la volonté de l'idéologie libérale d'exploiter le besoin objectif de réformes économiques pour leur donner un contenu de classe étroit et crispé sur les intérêts égoïstes du capital privé industriel et agraire et des classes commerçantes et spéculatrices.

Dès le début, et au contraire d'autres milieux sociaux et politiques qui se laissaient duper par la phraséologie libérale qui a enveloppé ce tournant à droite lent mais profond et réel dans la politique économique et sociale du pays, le PAGS a su voir l'essentiel : il a dénoncé cette perspective et lutté pied à pied contre son déroulement.

En Algérie, le front de l'idéologie libérale recouvre plusieurs réalités complexes et contradictoires. Au plan économique, il se situe objectivement du côté de la variante moderne du capitalisme en tant qu'il est un capital industriel (privé). Un tel capital est né à la suite même et autour d'une politique très active d'investissements impulsée par l'Etat depuis les années 70 qui a abouti à la formation d'un puissant secteur industriel d'Etat.

Le front de l'idéologie libérale, qui a pu se constituer dans les années 80 et rassembler des intérêts de classe hétéroclites voire historiquement antagoniques, a tissé ses prémisses dès le milieu des années 70. Les étroitesses de la politique des années 70 sur la question agraire ont alerté la propriété privée en général. Les limites qu'on traçait rigoureusement à la bourgeoisie afin que "la propriété exploiteuse" ne soit pas "une source de puissance sociale" et ne constitue pas une "base de rapports d'exploitation entre le propriétaire privé et les travailleurs" cette bourgeoisie les comprenait comme les bordures du chemin qui mène à sa reddition.

Tout au long de ces années, les différentes formes de la propriété privée -qu'elle soit industrielle, agraire, commerciale ou spéculative- ont alors opéré entre elles un rapprochement progressif. L'appel politique lancé en mars 1976 par les libéraux (qui sont les représentants intellectuels traditionnels de la bourgeoisie) anticipait déjà la possibilité de cette alliance entre toutes les composantes de la propriété privée, précapitaliste ou moderne, féodale ou bourgeoise, spéculative ou productive, grande ou petite. Cette alliance ne possède pas les bases matérielles de son existence, ni par conséquent, de perspective historique réelle. C'est pourquoi elle doit nécessairement se réfugier dans l'abstraction et les généralités de la morale politicienne.

Elle devait être nécessairement suridéologisée, bercée par les tendances conservatrices du nationalisme, et la haine farouche du socialisme.

Ce qui a précipité et cristallisé politiquement une telle alliance, c'est l'incertitude du rapport de forces politiques qui dominait après la mort du président Boumediène et le 4ème congrès du FLN (1979). Les conclusions générales de ce congrès semblaient en effet non seulement confirmer le choix socialiste mais encore ouvrir sur sa radicalisation.

L'histoire du front de l'idéologie libérale, c'est une histoire pitoyable qui s'est nourrie essentiellement aux faiblesses du jeune front moderne pour la démocratie et le progrès, c'est un vain effort de rénovation d'une vieille idéologie d'un autre temps, c'est une histoire parasitaire qui a vécu aux crochets du progrès, c'est une histoire par la négative, c'est une non-histoire.

Le front de l'idéologie libérale, c'est d'abord et avant tout le front de la peur. Ce n'est que par la suite que, présumant de sa force historique, il a voulu se constituer progressivement en force dirigeante pour la société. Ce qui a permis à l'idéologie libérale de formuler une prétention à diriger la société c'est qu'elle a su s'emparer de la nécessité des réformes économiques alors que le jeune front moderne pour la démocratie et le progrès s'était peu à peu enfermé dans une conception étroite et linéaire du développement économique et social. La suridéologisation des problèmes économiques et la tendance à l'absolutisation des formes étatiques de propriété et de gestion économiques ont combiné leurs effets pour empêcher de déterminer avec esprit offensif que la base économique d'alliances en" cette étape historique était la variante moderne du capitalisme et que, par conséquent, son épanouissement multiforme et sa démocratisation pourraient eux seuls fournir les clefs de l'option socialiste. Voilà ce qui aurait tracé des contours historiques nets et affermi l'alliance entre toutes les forces sociales objectivement intéressées aux tâches de la RND. Voilà ce qui aurait barré toute possibilité de convergence politiquement organisée entre les différentes formes de la propriété privée.

Dans ce front de l'idéologie libérale entrent également les secteurs commercial et spéculateur. Ils se rattachent quant à eux objectivement aux structures précapitalistes de la société et, dans la synthèse qu'ils sont obligés d'opérer avec les tendances économiques nouvelles du développement, ils se situent du côté de la variante archaïque du capitalisme et par leur nature même ils tirent vers le conservatisme et les structures réactionnaires de la société.

Mais un tel front idéologique miné par sa nature profondément contradictoire, porteur de deux époques historiques antagoniques, ne peut jamais proposer un projet de société alternatif sans aller à son propre éclatement.

Incapable, de par sa nature même, de fournir une alternative, nationale et crédible, ce front ne pouvait être finalement qu'un front de plusieurs idéologies contradictoires réunies sous la mince enveloppe du libéralisme. C'est pourquoi dans son opposition à la variante économique moderne (commune au capitalisme démocratique et à la perspective du socialisme moderne), il a pu réunir sous un même toit les rêves les plus puérils et les plus moyenâgeux des confréries religieuses réactionnaires, l'aspiration à édifier une société moderne avec les méthodes du capitalisme concurrentiel du 18ème siècle, l'offensive systématique du FLN contre la démocratie et le pluralisme politique et même idéologique au nom d'une variante "algérienne" bureaucratique du socialisme.

Pour survivre comme tel, ce front du libéralisme devait donc continuer à se situer sur le terrain de l'idéologie et il ne s'en fait pas faute tout au long des années 80.

II a d'abord encouragé et dans tous les cas ouvert largement la voie à l'expression politique organisée de l'idéalisme religieux le plus réactionnaire, celui des Frères musulmans.

Des tiraillements et oppositions traduisent quant au fond la lutte pour la direction de ce front idéologique entre l'aile réactionnaire du libéralisme et l'aile liée au capital privé industriel.

Le front de l'idéologie libérale s'est fissuré et a ouvert la voie à l'éclatement de ses contradictions dès lors qu'il a voulu donner un caractère global à ses tendances compradores aussi bien à l'intérieur de l'économie nationale (offensive contre les sociétés nationales et le secteur d'Etat en général) qu'à l'extérieur (offensive contre les monopoles du commerce extérieur, de la monnaie, et relâchement de plus en plus net dans la protection du marché intérieur).

Le secteur industriel privé, qui a toujours caressé le rêve d'un impossible compromis entre sa tendance à solliciter la forte protection de l'Etat face au capital étranger, et sa volonté de se débarrasser de cette tutelle, s'est alors senti menacé dans son existence même. Il prend alors de plus en plus nettement ses distances vis à vis du front de l'idéologie libérale.

L'alliance contre-nature entre les tendances économiques réactionnaires de notre société et certaines de ses tendances modernes, réalisée sous l'égide de l'idéologie libérale et de la variante féodalo-bourgeoise, archaïque, du capitalisme, autour du commerce privé et de la spéculation, cette alliance contre-nature devait nécessairement éclater et elle a effectivement éclaté au contact de la production.

En Octobre 88, les deux grandes tendances de notre société, moderne et réactionnaire, qui caractérisent la transition historique actuelle de l'Algérie ont agi ensemble, porteuses d'un mécontentement social profondément contradictoire :

- d'une part, la grande force sociale semi-anarchique qui vit dans les pores de la société moderne en voie d'édification et qui se rattache par le commerce privé et la spéculation, le chômage et la petite production aux structures précapitalistes.

- d'autre part, la grande force sociale qui se rattache au capital industriel (étatique et privé). Cette dernière offre une perspective cohérente liée à un mode de production historiquement ascendant. La perspective du socialisme démocratique et moderne s'inscrit rigoureusement dans cette grande tendance social-économique sur un niveau encore plus élevé de cohérence et d'harmonie sociale.

En Octobre 88, l'action simultanée et largement spontanée de ces deux grandes tendances sociales contradictoires et le large spectre de leurs multiples synthèses fournissent la clef des attitudes contradictoires qui ont marqué les formes de lutte, de ce grand mouvement de masse, de ses mots d'ordre à la fois grandioses et confus.

Mais si, en dépit du caractère profondément contradictoire d'Octobre 88, l'issue de ce mouvement et ses prolongements se sont manifestés malgré tout au net profit des forces modernes et de progrès, c'est parce que, aussi bien en 1962 qu'en 1980, l'idéologie libérale se montrait naturellement incapable de promouvoir et de diriger un développement national et démocratique dans un monde dominé par la concurrence entre les monopoles et les grandes inégalités de développement entre les nations.

Par son côté industriel, le libéralisme peut s'intégrer à ce développement en Algérie, en s'y subordonnant, mais il ne peut jamais en assumer la direction sans mettre aussitôt en grave péril les fondements de l'indépendance économique et les ressorts véritables d'une souveraineté nationale dans les conditions de notre époque.

II. - L'étape historique de l'Algérie : La Révolution Nationale Démocratique

A. La Révolution Nationale Démocratique

Au plan le plus général, la position historique de l'Algérie c'est la Révolution nationale démocratique (RND) dont le contenu est essentiellement anti-impérialiste et antiféodal. Marquée par l'apparition du mouvement de libération nationale (MLN) moderne, cette phase historique continue de se développer depuis les années 1920.

Le colonialisme français a précisément manifesté son caractère profondément réactionnaire en s'opposant par tous les moyens, y compris par la violence armée, à l'affirmation et au développement de cette RND a travers son critère démocratique principal : l'affirmation de l'identité algérienne et le droit à l'indépendance de notre pays. Par là même, le colonialisme a détourné à son profit tout processus de développement. Il a systématiquement barré à notre peuple l'accès à ses propres ressources et à sa promotion économique, sociale et culturelle. En s'opposant par tous les moyens au processus de libération politique de l'Algérie, le colonialisme français a donc étouffé toute démocratisation de la vie politique, socio-économique et culturelle. Il s'est donc trouvé en opposition totale et irréductible avec l'ensemble des exigences de développement de la RND.

Dès lors, l'indépendance de l'Algérie n'a pas ouvert la voie à la phase de la révolution socialiste mais au déblocage et au déploiement en grand et multiforme de cette RND : édification et consolidation de l'Etat algérien et de ses structures de défense et de souveraineté aux plans national et international, déploiement de ses structures administratives, économiques et sociales sur toute l'étendue du territoire national, récupération des grandes richesses nationales et des principaux moyens de fonctionnement de l'économie, etc.

Avant comme après l'indépendance, c'est toujours la question de la démocratisation de la vie du pays qui continue de se poser, mais dans des conditions radicalement changées. A l'indépendance, cette démocratisation est enfin en mesure de se déployer et d'affirmer son caractère national et son contenu populaire.

Pour l'essentiel, le programme du PCA (Avril 1962) et celui de Tripoli (Juin 1962) se sont efforcés d'exprimer ce besoin de mobilisation des larges masses autour de leurs intérêts diversifiés et dans une perspective socialiste. Mais dans les premières années de l'indépendance, dans un contexte national marqué par de puissantes aspirations populaires à la justice sociale et à un certain égalitarisme, et dans un contexte international marqué par la montée des mouvements de libération et de l'influence des pays socialistes, une tendance s'est manifestée à interpréter de façon idéologiquement étroite l'aspiration à la démocratisation multiforme et conséquente de la société algérienne.

L'erreur sur la nature et les caractéristiques de l'étape historique, aussi bien dans la ligne du PCA que dans la Charte d'Alger (1964), a illustré une telle tendance à vouloir sauter, et rapidement, les tâches démocratiques générales pour aller vers le socialisme.

Au plan politico-idéologique, elle traduit l'impatience dans la recherche d'un objectif pourtant juste : celui de l'unité des forces modernes et de progrès. Mais la base de cette large unité ne pouvait pas être encore celle du socialisme.

De façon plus générale encore, cette erreur a exprimé une coupure artificielle entre la démocratie (aux plans politique, économique et social, etc.) et l'idéal socialiste qui est un mouvement réel et concret de la société, et pas seulement un mouvement étroit des partis, groupes et élites.

Le PAGS a souvent dit et écrit dès les années 60 qu'il s'agissait d'une "demi-erreur". Mais une opinion s'est manifestée de plus en plus fortement, en particulier dans les années 80, à rejeter globalement comme opportuniste le processus d'unification engagé progressivement en 1964 entre le PCA et le FLN, et qui devait aboutir à la rénovation du FLN sur la base de principe du socialisme scientifique

Il est incontestable que des éléments importants d'opportunisme ont entaché cette démarche théorique et pratique. Mais il est pourtant erroné d'en déduire qu'elle a exprimé essentiellement la volonté d'abandonner le combat pour l'indépendance politico-idéologique du Parti de la classe ouvrière et du socialisme scientifique.

Une telle interprétation renferme implicitement l'idée que la classe ouvrière doit se replier et se crisper sur ses acquis organiques, aborder son idéologie et les exigences démocratiques de la lutte et de l'organisation des larges masses séparément, faire de son parti une fin en soi, un instrument de lutte figé et immuable qui ne doit pas s'adapter au mouvement de son temps et aux exigences profondes et évolutives de la lutte révolutionnaire.

De plus cette critique unilatérale risque de conforter le sectarisme et le conservatisme, et de culpabiliser les tendances novatrices, qui agissent pour que la lutte du parti épouse dans toutes ses dimensions (politique, organique, idéologique, etc.) le mouvement incessant, le mouvement vrai de la vie.

La caractéristique essentielle du processus d'unification de 1964 sur la base de la Charte d'Alger n'est pas l'opportunisme et l'abandon délibéré des intérêts stratégiques de la classe ouvrière.

Sa caractéristique essentielle, c'est le mouvement historique juste, mais trop anticipé et idéalisé, vers l'unification des forces socialistes et la formation d'un grand parti socialiste. L'erreur est dans la formulation incorrecte et gravement déformée de la tactique tandis que la perspective stratégique elle, était et demeure historiquement fondée. Mais cela ne signifie pas que tout élément de redressement était absent de cette tactique puisque dans ce processus d'unification, il était tenu compte aussi bien de la progressivité de ce processus que de l'éventualité de son échec et de sa réversibilité.

L'erreur, ce n'est donc pas d'avoir entamé un tel processus mais de n'en avoir pas maîtrisé les formes concrètes adaptées à cette époque, et à la phase et aux caractéristiques réelles de l'étape historique en cours qui est et demeure celle de la RND. C'est en ce sens qu'à propos de cette expérience du 1964, on peut et on doit parler beaucoup plus de "demi-vérité" que de "demi-erreur".

On a longtemps soutenu que, si elle est conséquente, une révolution anticolonialiste peut mener directement au socialisme en évitant le capitalisme. C'est là une vue simpliste et antimarxiste.

Si elle est conséquente, une révolution anticolonialiste victorieuse ne peut jamais mener à la révolution socialiste si elle n'a pas été dirigée par des forces politiques acquises au socialisme scientifique mais aussi et surtout capables d'en appliquer les principes à cette très longue et très complexe période de transition historique. Théoriquement, il est possible d'assurer la continuité d'une direction politique non hégémonique pour toute la période qui mène de la victoire anticolonialiste au socialisme. Toujours théoriquement, et si certaines conditions nationales et internationales sont assurées, il est possible de neutraliser les formes dictatoriales et bonapartistes de la bourgeoisie, voire même d'éviter son hégémonisme et sa domination politique, sous quelque forme qu'elle se présente, y compris sous la forme démocratique bourgeoise.

Mais la possibilité théorique de ce long passage direct du colonialisme au socialisme (c'est à dire d'un capitalisme complètement entravé au socialisme) se situe au niveau politique, au niveau du contrôle du pouvoir politique et des moyens de mobilisation des larges forces démocratiques et populaires. Mais au plan économique, cette transition historique n'exclut pas mais au contraire, elle implique nécessairement le passage inévitable par le capitalisme.

C'est la compréhension non dialectique des rapports entre les niveaux politique et économique de l'analyse de cette transition qui a entraîner l'erreur volontariste selon laquelle il était possible de brûler la voie capitaliste, y compris au plan de la réalisation des conditions matérielles du socialisme. Or il faut au contraire utiliser, et apprendre à utiliser pleinement tout le formidable potentiel progressiste et révolutionnaire du capitalisme pour balayer les structures féodales et précapitalistes archaïques et bornées, pour forger une nation algérienne moderne en la démocratisant sous tous les rapports.

Ce qu'il s'agit d'éviter, ce n'est pas le capitalisme "en général" mais ce sont les phases de développement par lesquelles ce capitalisme a "charrié le sang et la boue". Ce sont les expropriations brutales des petits propriétaires, la famine et la misère qu'il a entrainées dans les campagnes et les villes. Ce sont les révoltes, insurrections et les guerres qu'il a froidement suscitées entre les peuples.

Nous avons continué, plus que jamais, de souligner que l'étape historique est celle de la révolution nationale démocratique (RND) mais c'est de fait que nous avons abandonné, la notion de voie non capitaliste (VNC). Il aurait été plus juste de donner les prolongements promis au franc débat théorique qui avait eu lieu sur cette question au début des années 70 et qui nous avait fait conclure à la possibilité de concilier les notions de RND et de VNC. Autant notre parti a alors constamment fait preuve de l'abnégation la plus complète et d'une résolution sans faille dans l'action politique, autant il s'est montré peu offensif sur les questions théoriques.

Pourtant, en dépit de la thèse erronée selon laquelle la RND pourrait exprimer les caractéristiques générales de l'étape de transition historique vers le socialisme, tandis que la VNC devait en exprimer les caractéristiques économiques, un pas énorme avait été fait pour saisir enfin la véritable méthode d'approche de cette question de l'étape historique. Pour la première fois en effet, la nature économique de l'étape était nettement distinguée de sa nature politique.

La difficulté à identifier clairement la nature économique bourgeoise de l'étape (alors qu'il s'agit d'une donnée fondamentale dans le marxisme-léninisme) tient notamment à ceci : dans le contexte des années 70 et de la radicalisation vers la gauche du régime (nationalisation des hydrocarbures, révolution agraire, renforcement de la politique anti-impérialiste, recul des menées antidémocratiques), le besoin théorique d'identifier clairement cette nature économique n'est pas venu pour apporter plus de rigueur dans la démarcation du socialisme prolétarien à l'égard du socialisme petit-bourgeois. En dépit de sa prétention à qualifier la nature économique de ce processus, il n'est pas venu asseoir la base matérialiste de notre ligne politique et en extirper les racines idéalistes qui avaient constamment fourni à l'erreur et aux approximations pragmatiques sur l'étape sa sève volontariste et subjectiviste. Ce besoin théorique n'est pas venu pour confirmer et renforcer les acquis de la résolution politico-idéologique de 1969 à propos du caractère général démocratique-révolutionnaire de l'étape. Il est au contraire venu pour ancrer l'idée que certaines tâches nationales-démocratiques s'étaient déjà constituées comme tâches de transition de la RND vers le socialisme. Cette théorie de la VNC n'est pas venue guider une pratique révolutionnaire. Elle est venue pour habiller, à posteriori, et conforter des préjugés théoriques nés d'une approche praticiste de l'étape et d'une assimilation mécanique et appauvrie des débats théoriques contradictoires qui avaient cours dans le mouvement communiste et ouvrier international et dans notre parti.

Ce n'est qu'avec l'accélération du processus démocratique-révolutionnaire et la tendance à la fuite en avant vers "l'étape socialiste" -en particulier lors des débats sur la charte nationale de 1976- que notre parti a réagi en appuyant sur le caractère non socialiste de l'étape historique.

Mais une étape historique qui est à la fois non capitaliste et non socialiste, et qui veut être en même temps une transition vers le socialisme, que peut-elle être réellement ? A ce jour, notre parti n'a pas résolu cette énigme qu'il s'est posée à lui-même. Nous voilà donc revenus en fait à notre point de départ de 1969 et le parti reprend dès lors la notion de RND.

Mais quel trajet que celui de la pensée théorique de notre parti ! En 1962, le programme du PCA parlait déjà de VNC, mais dans le contexte de l'époque, c'était un extraordinaire progrès qui soulignait opportunément l'importance des transformations nationales-démocratiques.

Sur la lancée des acquis des 1^{ere} années de lutte, le PCA s'enthousiasme, abandonne la VNC et définit l'étape comme "socialiste". En 1969, le PAGS utilise la notion de RND et de nouveau il y a réel progrès théorique. Vers 1972-73, le démon de l'erreur sur l'étape ressurgit et, sous forme du couplage RNDVNC, il

dévoie gravement le sens de la rectification théorique qui pouvait en réalité s'opérer dans le cadre même de la notion de RND.

A partir de 1976, la VNC est abandonnée furtivement et la RND retrouve, en même temps que son honorabilité, sa misère théorique. Elle n'exprime plus désormais un progrès comme en 1969 mais une impasse théorique prolongée. La mémoire collective des cadres du parti sait combien a été forte la dynamique née de la résolution de 1969 et particulièrement du fait qu'elle a défini l'étape historique comme étant celle de la RND. Ce qui était à juste titre évident, ce n'était pas le caractère trop général et insatisfaisant de cette notion, mais le fait qu'elle constituait une rupture théorique considérable et positive avec la thèse de la nature "socialiste" de l'étape. C'est le fait qu'elle impulsait un mouvement en avant de tout le parti.

Quant à la seconde adoption de la notion de VNC (en 1972-73), elle a constitué incontestablement une erreur de même nature que celle de 1964. La portée pratique de cette erreur a été très fortement amoindrie justement par cette dynamique née de 1969 et l'engagement constant et concret du parti dans les tâches nationales-démocratiques. Seul un dépassement franc et positif de cette nouvelle et grave erreur théorique - dépassement qui aurait pu sans doute être réalisé par un nouveau débat théorique critique et autocritique approfondi ou par une activité théorique plus constante du parti-aurait pu créer une situation comparable à celle qui a suivi 1969 et galvaniser les cadres et militants pour affronter les tâches politiques et organiques devenues beaucoup plus complexes à partir de 1976.

Alors que nos tâches se sont enchevêtrées et compliquées et que se sont renforcées les exigences de netteté idéologique dans la définition de nos tâches théoriques et pratiques, le retour mécanique à la notion trop générale de RND a au contraire accentué l'opacité de notre position théorique sur cette question essentielle de la ligne politique. L'activité politique et pratique du parti, devenue plus riche et plus diversifiée, exigeait de nouveaux niveaux de généralisation, et donc un approfondissement de la théorie révolutionnaire. Ce qui est au cœur même des tâches d'une direction politique c'est de donner en permanence la position historique de son parti, de découvrir les grandes tâches historiques concrètes, et de vérifier le sens général de leur application. En l'occurrence, il s'agissait de découvrir le contenu social-historique concret de la RND dans sa double expression : politique et économique. Si les exigences pressantes de la lutte politique ont entraîné des progrès très sérieux et souvent remarquables par leur qualité et la profondeur de leurs anticipations au niveau des caractéristiques politiques de la RND, par contre ce n'est le cas ni pour le contenu économique pourtant déterminant de la RND, ni pour la dialectique des rapports qui unit et oppose à la fois ses facteurs objectifs et subjectifs. Le décalage de plus en plus grave entre l'activité politique et pratique quotidienne du parti et la conscience historique exacte de ses tâches a ouvert la voie, dans de multiples domaines d'activité du parti, à la forte pression du populisme, du spontanéisme, et des tendances semi-anarchiques qui leur font emprunt.

En dépit des évaluations politiques de 1982, 84 et surtout juillet 87, le parti n'a pas surmonté le décalage entre ses tâches politiques et sa pensée théorique, ou mieux encore : entre ses tâches particulières et leur conception générale.

Le contenu de classe de la RND n'ayant pas été clarifié, le parti n'a pu identifier les tendances objectives du développement historique et déterminer correctement ses alliances de classe. La thèse a été notamment soutenue que c'est la dialectique de la RND et de l'orientation socialiste -ou des tâches qui leur correspondent- qui constituait la problématique de l'étape. L'intention de cette thèse était fortement positive. Tout en prenant en charge la perspective de l'option socialiste, elle voulait convaincre 'de la nécessité de s'appuyer pour cela sur les tâches concrètes immédiates, celles de la RND, et que c'est donc cette dialectique réelle qui devait en définitive faire progresser la société vers le socialisme.

Si avant Octobre 88, les caractéristiques générales du rapport de forces politiques poussaient de façon compréhensible à l'expectative, voire aux franches réticences envers les réformes économiques (ce qui n'excluait pas l'appui au principe de ces réformes et des propositions alternatives dans les modalités particulières ou générales de leur application) la question se trouve aujourd'hui posée sur une base radicalement changée. Comme dans les années 70, où certains esprits malins l'accusaient d'opportunisme lorsqu'il a su anticiper et comprendre le caractère central de la tâche de la révolution agraire, notre parti se trouve confronté une nouvelle fois à une situation où il devra, en dépit de la surenchère oppositionniste devenue beaucoup plus forte dans la société et dans ses propres rangs, prendre une décision courageuse, décisive et qui tarde dramatiquement : il doit déclarer sans plus tarder et sans aucune ambiguïté que les réformes économiques sont aujourd'hui la tâche centrale, la tâche démocratique par excellence pour toutes les forces sociales qui œuvrent en faveur d'une société

moderne, de progrès et de paix. Cette tâche est aujourd'hui l'expression la plus élevée de notre idéal socialiste.

Ce sont les tâches d'édification nationale (TEN) qui continuent de déterminer le sens des luttes de classe en Algérie. C'est toujours à travers ces TEN que le PAGS a su trouver le maillon solide et sûr qui tirait l'ensemble des autres questions politiques, économiques et sociales. Notre parti saura tirer profit de sa propre expérience mais aussi de celle de toutes les forces démocratiques et de progrès. Cette expérience montre à l'évidence qu'il faut savoir déterminer l'axe central de notre politique unitaire et que cet axe central se trouve à chaque fois au cœur même des tâches démocratiques-générales. Elle montre que l'unité autour de ces tâches n'oppose pas le développement économique aux intérêts sociaux qui s'y rattachent objectivement. Trop souvent on a opposé les exigences de l'édification nationale et les libertés démocratiques, c'est à dire qu'on a opposé artificiellement les aspects généraux de la démocratie et ses aspects particuliers. Après le 19 Juin 1965 par exemple, notre parti a incontestablement tardé à prendre conscience du caractère déterminant de ces tâches d'édification nationale pour la solution stratégique des problèmes démocratiques. Il a fortement hésité, dans un contexte cependant très particulier, à appuyer en définitive le principe juste de la centralisation des ressorts de l'économie pour jeter les bases de l'industrialisation. Mais de leur côté, les partisans convaincus de cette industrialisation ont obscurci la conscience de cette tâche (qui était objectivement la tâche centrale pour toutes les forces de progrès) en dirigeant des mesures répressives contre les acquis démocratiques et syndicaux des travailleurs.

Mais il est aussi un certain type de volontarisme qui peut fausser les alliances sociales et politiques et jeter dans l'attentisme rebelle, ou l'oppositionnisme, des forces dont les intérêts concordent objectivement avec les tâches démocratiques-générales ou ne sont pas lésés par ces tâches. C'est ainsi par exemple que dans les années 70, l'approche de la question agraire sous l'angle de la nationalisation indistincte des absentéistes a fait que de nombreuses petites gens sont devenues des propagandistes actives contre l'ensemble de la politique du pouvoir.

De la même façon, l'encouragement systématique des formes les plus intégrales de la coopération (coopératives de production) a suscité la méfiance et le repli de la petite paysannerie privée dans son ensemble. Nous avions fortement attiré l'attention sur ces traits aventureux de la politique agraire et sur ses répercussions politiques.

Dans les conditions de l'étape historique actuelle en Algérie, l'alternative du développement économique n'est pas d'abord entre le capitalisme et le socialisme. Elle n'est pas non plus entre le capitalisme et la voie "non capitaliste". Cette alternative économique est entre, d'une part, le capitalisme dictatorial, semi-féodal, brutal et antipopulaire, et d'autre part le capitalisme démocratique. Ce sont là, d'ailleurs, deux variantes historiques du capitalisme déjà identifiées par Marx, Engels et Lénine, et connues respectivement sous les noms de "capitalisme prussien" et de "capitalisme américain".

Le degré et l'ampleur de la démocratisation multiforme de cette transition historique (aux plans politique, économique, social et culturel) restent donc certainement le critère déterminant pour juger des progrès dans la perspective socialiste. Mais au plan économique, et à cette étape, cette démocratisation s'exprime nécessairement dans l'alternative entre ces deux variantes du capitalisme.

La progression économique vers le socialisme se mesure non pas dans le refus de la voie capitaliste mais dans l'activité consciente et énergique pour utiliser pleinement toutes les immenses possibilités antiféodales et anti-réactionnaires de la variante moderne du capitalisme, et pour la radicaliser.

Une telle voie de développement économique, impulsée par un pouvoir politique où ne se sera pas réalisé l'hégémonisme de la bourgeoisie ou d'une alliance féodalo-bourgeoise, peut donner l'impulsion nécessaire au développement en grand et accéléré des forces productives. Les conditions du développement des forces productives sont justement le repère essentiel pour juger des progrès vers le socialisme et pour ne pas se tromper de perspective.

B. La Situation Nouvelle dans le Monde

Les développements socio-économiques et politiques dans les pays de l'Est soulèvent interrogations et inquiétudes dans l'ensemble de l'opinion démocratique et progressiste dans le monde. D'autant que les pays occidentaux exhibent en contraste une situation économique qu'ils déclarent excellente.

Dans notre pays, ces faits donnent aux adversaires politiques et idéologiques du socialisme des arguments plus plausibles, plus persuasifs pour éloigner notre peuple de nos idées et propositions. De plus, des craintes ne manquent pas de s'exprimer pour les causes de la libération dans nos pays, qui semblent ne plus trouver de contrepoids suffisant à une agressivité arrogante de l'impérialisme.

Que penser de tout cela ? Que faire ?

1.• Le monde a changé en profondeur

Le dernier demi-siècle a vu des changements gigantesques : nationaux, sociaux, politiques, économiques, scientifiques et technologiques, démographiques et écologiques... Le monde s'est profondément transformé.

a.- Le système colonial s'est écroulé :

Notre peuple a apporté activement sa contribution à cet écroulement. L'indépendance politique signifiait que l'impérialisme français étant contraint d'accepter des relations avec notre pays moins contraignantes pour notre développement national. Elle signifiait, pour lui, la nécessité de mutations profondes, pour s'adapter à cette situation. Désormais, les autres puissances vont rivaliser avec lui pour les intérêts liés aux relations avec notre pays, qui a cessé d'être sa chasse gardée.

Mais dans le cadre des relations changées qui se nouent, où la domination directe a disparu, il faut apprendre à maitriser les ressorts intimes des nouveaux liens entre notre pays et l'impérialisme. Car la nature dominatrice, exploiteuse de ce dernier n'a pas disparu. Bien plus, avec les relations plus larges avec d'autres pays, ce n'est pas à un seul impérialisme que nous avons affaire mais à plusieurs. La nature exploiteuse, les nouveaux liens de domination s'expriment à travers des canaux moins visibles, plus à l'abri de la dénonciation politique. Ils s'appuient sur des intérêts économiques essentiellement, sur des outils sophistiqués, épousant par leur action celle des lois objectives correspondant au mode de production capitaliste.

b.- Des conditions, un contenu nouveaux, de la lutte anti-impérialiste'

Comme hier où notre peuple a forgé les armes de sa libération et de son indépendance politique dans les effets à la fois destructeurs et modernisateurs de la colonisation sur notre société, pour les retourner contre le colonialisme lui-même, la dialectique du défi lancé à notre jeune indépendance nous met à même de trouver les réponses nouvelles et efficaces à ce défi.

Dans cette lutte, notre pays trouve dans les contradictions impérialistes des bases d'appui pour échapper au face à face avec le néo-colonialisme français. Cela nous donne plus de possibilités d'avancer dans la concrétisation des objectifs économiques de l'indépendance.

On voit donc que les conditions, les formes voire le contenu même de la lutte anti-impérialiste ont profondément changé par rapport à la période passée. Au cours de cette même période, notre peuple s'est appuyé dans sa lutte notamment sur la solidarité agissante des pays socialistes et du mouvement communiste et ouvrier international. Cette lutte s'est nourrie de l'idée socialiste concrétisée par les réalisations de ces pays au profit de leurs peuples.

Nul ne peut nier en effet l'influence positive et la contribution historique majeure de la Révolution d'Octobre 1917 et de l'URSS à l'essor du mouvement révolutionnaire mondial (de la lutte de la classe ouvrière des pays capitalistes au mouvement de libération nationale des pays colonisés), et à la défaite du fascisme. Nul ne peut nier les réalisations immenses que la révolution d'Octobre 17 a permis d'accomplir dans des pays ruinés et retardataires pour les mener à un niveau de développement industriel comparable à celui des grands pays capitalistes. Nul ne peut nier les progrès social et culturel réalisé au bénéfice des peuples de ces pays.

Mais l'expérience de l'édification du socialisme s'est réalisée dans un climat de confrontation avec l'autre système social, sous le blocus et l'encerclement agressif de la part de ce dernier, puis sous la pression de la guerre froide. Elle s'est réalisée aussi sous l'égide d'une conception retardataire du socialisme qui a abouti, les conditions extérieures difficiles aidant, à une déviation autoritaire et bureaucratique sous la forme monstrueuse du modèle répressif stalinien.

Cette déviation grave a fait que les progrès et acquis réels ont été de moins en moins capables de satisfaire les besoins croissants des peuples et d'y trouver des forces sociales pour défendre le régime.

Au plan international, cette déviation a eu également des effets négatifs de plus en plus marqués. Les pays socialistes se sont légitimement constitués en alliance pour faire face à l'encerclement agressif, pour s'opposer à l'impérialisme, non seulement par la force de l'exemple et par l'aide politique et économique aux peuples en lutte, mais aussi par la force militaire. Mais...

c.- La bipolarisation a atteint des limites dangereuses :

La division du monde en deux camps irréductibles s'est exacerbée au point de mettre en danger l'existence même de l'humanité. Une course sans fin aux armements a été engagée, sur la base de positions privilégiant les facteurs militaires au détriment des autres moyens (politiques, sociaux, économiques,...). L'impérialisme a expressément formulé l'objectif de mettre à genoux le camp socialiste en l'entraînant dans cette spirale infernale. Cependant, les dirigeants de l'URSS ont dans les faits été, entrainés dans cette dynamique, alors que la politique extérieure qu'ils ont menée, aux différentes périodes de l'histoire de ce pays, a toujours comporté un important volet concernant la paix et le désarmement. Mais la confusion a été souvent entretenue entre les intérêts du socialisme et ceux de l'URSS grande puissance.

De nombreux pays ont senti la nécessité de ne pas entrer dans ce rapport de forces fortement bipolarisé. Cela a donné naissance au mouvement des non-alignés : les pays et peuples subissant l'agression et l'exploitation de l'impérialisme ne pouvaient se ranger aux côtés de ce dernier. Ils ont adopté la position de "neutralisme positif' concrètement dirigée contre l'impérialisme. En même temps, ils ont tenu à ne pas se ranger complètement dans le camp socialiste, pourtant jugé par eux comme leur allié le plus conséquent.

De leur côté, les forces du capital international ont relevé le défi qui leur était lancé et qui allait en leur défaveur avec les luttes émancipatrices des peuples soutenues par les pays du camp socialiste. Des dispositions en profondeur ont été prises, au plan politique et surtout économique, pour surmonter la situation défensive où se trouvait l'impérialisme. Des réformes structurelles ont été entreprises qui vont lui permettre de tirer le meilleur profit de la révolution scientifique et technique. Cet effort de restructuration correspondait à un besoin objectif de l'économie mondiale et a été ressenti dans tous les pays du monde. Mais il a été mené d'une façon plus radicale dans les pays capitalistes développés et y a commencé à porter ses fruits dans les années 70. Même s'il n'a pas permis d'empêcher la grave crise économique qui a secoué les tréfonds des économies occidentales à partir de 1973 -et qui a été plus grave, de l'avis même des économistes occidentaux, que celle de 29-30!-. Ces progrès des forces productives dans le système capitaliste vont contribuer à modifier les fondements même de l'existence de l'humanité.

Ils vont en particulier montrer avec plus de clarté les limites de ce système. Sa nature profonde fait que ces immenses progrès se réalisent sur la base d'un gâchis aussi immense dans le développement des individus et des nations, sacrifiés aux besoins de l'accumulation des profits. La prospérité capitaliste se paie par la misère et l'exploitation brutale de milliards de gens, jusque dans les centres les plus opulents du système. La guerre est encouragée et trouve à se nourrir dans le développement de la production d'armes de plus en plus destructrices. Les besoins de coopération si vitaux pour le développement de nos pays arriérés par la faute du colonialisme, sont bloqués par les rapports de domination toujours existants et toujours plus sophistiqués (mécanismes de la dette, ...).

Cette tendance foncière du capitalisme montre son caractère réactionnaire et pourrissant, parce qu'elle contrecarre des exigences pressantes que le développement capitaliste lui-même met à jour et auxquelles l'humanité a les moyens de répondre.

- L'exigence de mettre les moyens technologiques fantastiques réunis au service du développement de continents entiers qui risquent de voir disparaître toute vie, toute civilisation, au service du règlement des problèmes globaux que la civilisation humaine a créés.

- La guerre, la faim, l'ignorance, la drogue, les maladies d'un autre âge, l'exploitation inhumaine même des enfants, la situation humiliante faite à la femme, les menaces sur l'environnement deviennent des calamités (de plus en plus insupportables pour le monde d'aujourd'hui.

La perestroïka fait écho à ces exigences pressantes :

C'est dans ce contexte et en écho à ces exigences pour un monde plus humain qu'intervient la perestroïka.

Le premier de ses effets, quasi-immédiat, est de faire reculer le climat et l'esprit de la guerre froide entretenu par la bipolarisation du monde. L'accent est mis sur la nécessité de tenir compte des intérêts de l'autre.

Cela peut susciter de la réticence. Surtout après une période où l'adversaire impérialiste était sur la défensive, lui qui menait des guerres impopulaires, des agressions.

Mais il faut voir qu'aujourd'hui les conditions de la lutte anti-impérialiste ont profondément changé, son contenu aussi. Les indépendances politiques arrachées, l'affrontement est moins frontal, mais non dénué encore de risques, les intérêts sont plus interpénétrés, notamment au plan économique, du fait d'une interdépendance des économies. La lutte contre les rapports de domination que l'impérialisme veut faire durer et développer est plus que jamais au centre du combat pour l'émancipation humaine. En plus de sa signification économique et politique, cette lutte prend aujourd'hui une portée morale et civilisationnelle parce qu'elle s'identifie de plus en plus aux valeurs les plus élevées de l'humanisme : la paix et le progrès pour tous. Cette lutte doit plus s'appuyer sur les exigences objectives du développement qui la justifient et y appellent.

Cette nouvelle façon d'aborder les problèmes qui se posent dans le monde a permis des pas réels dans le désarmement et dans l'approfondissement du mouvement vers la paix.

Avec la glasnost qui l'a accompagnée la perestroïka a eu un autre aspect aussi capital pour le destin de l'humanité, pour le mouvement d'émancipation humaine.

Elle a mis à nu les graves déviations du socialisme, connues sous le nom de "socialisme réel". Ces déviations sont à la base d'une réalité qui a révélé de plus en plus son anachronisme, et qui a plongé le mouvement révolutionnaire mondial dans la confusion. En luttant contre les graves défauts qui ont fini par stériliser les grands acquis de progrès, la perestroïka lève l'hypothèse sur le mouvement révolutionnaire, redonne l'espoir aux millions de gens écartelés entre d'une part leur conviction que l'idéal socialiste demeure la meilleure issue possible aux contradictions du capitalisme, et d'autre part leur désarroi devant les réalités d'Etats socialistes incapables de répondre aux besoins et aspirations économiques, politiques, sociales,... de leurs peuples.

N'avons-nous pas fait preuve de trop de crédulité et de confiance vis à vis de ce qui nous était présenté comme réalité dans les pays de l'Est par leurs dirigeants? N'étions-nous pas marqués par la déformation au point de bien les croire? N'avons-nous pas été trop enclins à soutenir l'écrasement, y compris par la force, de la volonté majoritaire des peuples de ces pays? Avons-nous été assez sensibles à leurs souffrances vécues face à de telles déviations du socialisme?

Bien sûr, ces interrogations doivent nous prémunir contre l'attitude qui consisterait à emboîter le pas aveuglement aux actuels dirigeants qui défendent la perestroïka. D'autant que le cours nouveau des choses est marqué par des difficultés, des erreurs, des contradictions. Nous devons développer notre propre réflexion, à partir de notre propre réalité, de notre propre expérience en plus de celle des autres. Il nous fait exercer notre indépendance de jugement.

Mais il y a plusieurs façons de le faire, et notamment : celle de mettre l'accent sur les difficultés, sur les dangers de situations imprévisibles, sur la perte du pouvoir des anciens partis dirigeants au profit de forces favorables au capitalisme. Ce qui peut porter à regretter, ne serait-ce qu'un peu, qu'un instant, l'ancien ordre des choses. Cela permettrait d'esquiver une réponse claire aux problèmes posés.

Il nous semble cependant que la meilleure attitude à avoir envers ce mouvement c'est de voir que les objectifs qu'il affirme, les méthodes qu'il préconise et les valeurs qu'il défend répondent aux exigences et besoins populaires de notre temps. Et en conséquence et sans ambiguïté aucune :

- apprécier toutes les potentialités non encore développées ni même totalement écloses et les encourager en agissant énergiquement dans leur sens,

- et surtout manifester une solidarité et une compréhension agissantes aux partis frères et à toutes les autres forces démocratiques et de changement qui ont entrepris cette tâche aussi exaltante que difficile.

2.- Notre attitude à l'égard et dans ce monde nouveau

Cette mutation planétaire ainsi engagée, cette civilisation en train de naître, comment se comporter avec elles ?

– Un prétexte très valable pourrait pousser à vouloir les ignorer : c'est que tout n'est pas gagné d'avance. On peut même avancer que ce sont les forces du capital et de l'impérialisme qui ont le plus profité des trop grandes concessions qu'auraient faites les partis révolutionnaires.

Il est vrai d'ailleurs que l'impérialisme n'a pas désarmé du seul fait de trouver plus de réalisme en face de lui. Il réagit encore avec la logique de la force, parce que la nouvelle logique va, à terme, à l'encontre de sa tendance foncière à se développer aux dépens des besoins de l'humanité, à ne régler certains problèmes en surface qu'en les aggravant en profondeur. Il ne laisse échapper aucune occasion pour tenter de renforcer ses positions. Ce qui ne laisse pas sans susciter des inquiétudes légitimes :

* * Ainsi les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'absorption de l'ex-RDA et l'unification à marche forcée de l'Allemagne, avec l'arrogance des forces du capital, les démonstrations de force de ses tendances les plus réactionnaires, les plus dangereuses, l'utilisation de la répression, y compris en marge de la loi contre le parti des communistes, la remise en cause revancharde d'acquis sociaux et politiques des femmes, des travailleurs de l'Est,...

* Ainsi encore la tentative des USA de se servir du prétexte de l'occupation inadmissible et internationalement illégale du Koweït par l'Iraq pour installer durablement leur emprise directe sur la région et ses. richesses, y compris par la guerre, contre toute velléité nationale de les maîtriser....

* Ainsi aussi la croisade idéologique sur "l'échec et la fin du communisme", "la disparition de la lutte des classes" et son remplacement par le "nouveau clivage Nord-Sud"...

* Ainsi également les interventions militaires dans certains pays africains et arabes où la poussée des luttes populaires a fait craindre pour les tyrans stipendiés qui dirigent ces pays... Ou encore le soutien qui ne se dément jamais à l'occupant israélien en prise avec l'Intifada.

- Mais cela ne doit pas cacher les potentialités nouvelles de progrès vers un monde plus humain, plus complexe, plus diversifié et plus interdépendant, contradictoire mais un. On peut déjà noter de premiers acquis :

* On a désarmé, détruit des armes redoutables pour la première fois dans la vie de l'humanité. On négocie la diminution des forces conventionnelles, l'organisation de la sécurité à l'échelle de l'Europe et d'autres continents. On parle de créer des régions sans armes... De fait, la question de la guerre et de la paix dont l'enjeu reste la sauvegarde de l'existence de la civilisation humaine, cette question est au centre des préoccupations. Elle a connu une avancée significative avec l'annonce officielle de la fin de la guerre froide et les premières mesures de désarmement. Cette avancée est le résultat quasi-immédiat, du climat de la "mentalité nouvelle" initiée par la perestroïka et le caractère nouveau de l'offensive de paix de l'URSS, et de la poussée plus forte de l'opinion démocratique en faveur de la paix et du désarmement. C'est aussi le résultat du poids plus grand des forces pacifiques au sein du capitalisme aux dépens de celui du complexe militaro-industriel. C'est également le résultat du large mouvement diversifié qui défend l'environnement à travers le monde et qui a contribué à alerter les peuples du monde sur le danger nucléaire.

Le mouvement des peuples du Tiers-monde, malgré sa faiblesse réelle, fait de plus en plus la liaison entre les problèmes auxquels il est affronté et la question de la paix.

Ces premiers acquis dans la lutte pour le désarmement nucléaire et pour la paix ont permis d'ouvrir la voie au règlement politique négocié de certains conflits régionaux, sources de destruction et de misère

catastrophique dans les pays en développement, et de tension internationale dangereuse. Et la prise de conscience internationale grandit que sans désarmement nucléaire, sans préservation et consolidation de la paix mondiale, il ne peut y avoir de solutions possibles et durables aux problèmes globaux qui se posent à l'humanité : problèmes de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme, de l'écologie, et d'autres, comme la nécessaire restructuration démocratique des relations internationales et de l'économie mondiale, etc...

* La libération de Mandela, sa participation active et reconnue dans la lutte contre l'apartheid, l'indépendance de la Namibie, annoncent de nouveaux progrès dans ce domaine du combat difficile contre ce régime mis au ban de l'humanité. Et c'est réellement ce nouveau climat international où la poussée pacifique des peuples pèse d'un grand poids qui permet de telles avancées.

* C'est cette même poussée démocratique, exprimant des exigences grandissantes de la communauté mondiale en matière de démocratie, de droits des peuples à l'autodétermination, et de droits de l'homme qui permet aussi d'entrevoir des issues pacifiques à des conflits régionaux réputés insolubles tant qu'ils étaient abordés du point de vue de la confrontation idéologique, et ce malgré les difficultés et les rancœurs accumulées (Afghanistan, Cambodge, Sahara Occidental,...).

Dans ce cadre, on peut tirer de premiers enseignements de l'évolution récente au Nicaragua où la sagesse politique a permis de mettre fin à une guerre ruineuse, d'accepter le recul en faisant droit au suffrage populaire -malgré les pressions qu'il a subies-sans entamer le potentiel du mouvement révolutionnaire...

Dans la crise du Golfe où l'impérialisme US fait le forcing pour en tirer profit, il est visible qu'il ne peut agir à sa guise.

- Du côté occidental : l'engagement français 'en soutien à l'intervention US est marquée par une volonté de l'impérialisme français de ne pas laisser aux USA (et à la Grande Bretagne) le terrain totalement libre. Cette contradiction inter impérialiste qui s'exprime par la démarcation de la position française a permis une certaine marge de manœuvre aux régimes et peuples arabes concernés par la crise. Ajoutée à la position nettement démarquée de l'URSS, vis à vis d'une solution militaire, elles ouvrent la voie à une solution pacifique arabe de la crise, et à une solution globale des questions du Moyen Orient, donc de Palestine, dans le cadre ou sous l'égide de l'ONU. On peut imaginer l'acuité de la crise et le bras de fer dangereux qui auraient résulté d'une telle crise si les conditions de l'affrontement Est-Ouest y avaient présidé!

* L'ONU voit se créer les conditions pour qu'elle joue le rôle pour lequel elle a été mise sur pied : celui de cadre où les représentants des peuples, de la communauté humaine peuvent se retrouver et s'entendre en toute souveraineté pour un monde pacifique et solidaire.

Tous ces faits et beaucoup d'autres témoignent des possibilités nouvelles de progrès vers ce monde débarrassé de l'agressivité et de la volonté de domination, où seront respectés les intérêts de chaque peuple, petit ou grand, où toute volonté de développement pourra être assurée de la solidarité des autres; vers ce monde uni dont l'existence et le destin seront des valeurs universelles, intéressant toute l'humanité.

Ce n'est pas là une fuite en avant vers des tâches non encore arrivées à maturité dans notre société. Les mêmes grandes questions sont posées à notre peuple, comme à tous les autres. Le monde, ses problèmes et leurs solutions deviennent planétaires, y compris le fossé qui se creuse entre riches et pauvres et l'antagonisme qui marque les enjeux et les systèmes sociaux. Les questions de la dette, du sous-développement, etc... ne se posent plus, ou de moins en moins, à l'échelle du pays, mais intéressent l'humanité entière. Même les réponses erronées au blocage de l'affirmation de l'identité nationale ou des intérêts fondamentaux des peuples, dans la voie dévoyée par exemple de l'intégrisme religieux ou du nationalisme égoïste, cherchent à prendre un caractère continental dépassant les frontières dans le sens d'une conscience croissante d'une solidarité planétaire.

Le PAGS adopte un comportement ouvert, une attitude rassembleuse et dynamique vis à vis des autres forces démocratiques et de progrès dans notre pays et à l'extérieur et particulièrement dans notre Maghreb et dans le monde arabe. Il le fait, conscient des potentialités de l'Algérie moderne pour promouvoir par l'exemple et par sa contribution active, le développement et la démocratie dans la région en faveur des peuples frères. Il le fait avec la volonté de prendre en charge ces luttes au service des intérêts généraux, et non étroitement partisans, du pays et du progrès de l'humanité. Telle est sa façon d'affirmer la vitalité du choix socialiste autrement que par un acte de foi.

III. - Ligne Générale du PAGS

Quelle est la nature de classe du pouvoir politique depuis l'indépendance ? Cette nature de classe a-t-elle changé radicalement (c'est à dire au point que le pouvoir est passé d'une classe à une autre) ou bien les différents pouvoirs politiques continuent-ils de se situer globalement à l'intérieur d'une même classe, d'un même "régime" politique ?

Comme parti révolutionnaire, le PAGS ne mène certes pas une lutte sans principe pour le pouvoir, mais il ne cache pas que son projet de société ne saurait se réaliser de façon conséquente sans sa participation -sous une forme ou une autre- à la direction politique de toute cette société.

A l'égard d'un tel régime politique, notre parti doit par conséquent déterminer clairement sa position de principe : doit-il le soutenir sans équivoque ? Doit-il lui déclarer son opposition ouverte ? Bien entendu, ce sont là des questions qui ne sont ni faciles, ni nouvelles, mais aujourd'hui, elles interpellent de façon extrêmement pressante notre parti.

De telles questions se posent depuis longtemps, mais le tournant d'octobre 88 et ses prolongements ont rendu beaucoup plus pressant et plus aigu le besoin de réponses offensives, claires et lucides. C'est ainsi qu'il faut aujourd'hui déterminer non seulement la nature politique du pouvoir mais en même temps ses tendances d'évolution réelles à la lumière de la brusque accélération actuelle de l'histoire dans notre pays et dans le monde. Nos alliances avec certaines forces politiques, ou bien notre démarcation ou notre opposition ouverte à d'autres forces politiques, doivent exprimer de façon créatrice les résultats de cette évaluation politique fondamentale. Ces alliances peuvent et doivent nécessairement refléter, et sans aucune équivoque possible notre choix en faveur du camp du progrès. En même temps, nous devons montrer notre capacité à nous démarquer continuellement du camp du conservatisme et à nous opposer avec la plus profonde détermination aux tendances sociales et politiques qui, dans ce camp du conservatisme, expriment ou poussent vers la réaction généralisée.

Comme parti révolutionnaire, de la classe ouvrière, le PAGS ne se dérobera à aucune des principales questions qui lui sont posées par le développement de plus en plus rapide de la situation politique.

A. Les Fondements Politico-Idéologiques de cette ligne

La pression politique et idéologique du conservatisme et de la réaction dans notre société s'est alimentée et combinée avec les grandes difficultés économiques et sociales. Elle pousse de plus en plus notre peuple vers la résignation et une contestation semi-anarchique qui trouvent leur expression finale dans une sorte de populisme réactionnaire, fortement imprégné d'idéologie religieuse et de références à l'égalitarisme et à la justice sociale des sociétés précapitalistes.

Les partis et personnalités politiques démocratiques et progressistes subissent eux aussi et à des degrés divers, cette pression et sont tentés de l'exprimer soit par une sorte de retrait attentiste à l'égard du pouvoir actuel, soit par un opportunisme systématique. Le parti de la réaction quant à lui, ne cache pas son intention de renverser le pouvoir actuel mais encore de détruire tout le régime institutionnel et de bouleverser de fond en comble tout le rapport de forces général qui domine le paysage politique du pays depuis 1962. Le parti réactionnaire veut changer de régime et installer un régime féodalo-réactionnaire. Il veut détruire le pluralisme démocratique et social au nom même de la démocratie, et il ne s'en cache pas. Mais certains partis et personnalités démocrates feignent de ne pas voir les intentions du parti de la réaction. Ils déclarent vouloir seulement lutter pour la pureté de la démocratie et de ses règles de fonctionnement. Tous s'en remettent au peuple. Alors que la question concrète du choix antagonique entre le progrès et la réaction est posée sans ambiguïté.

Le parti de la réaction est si sûr de ses forces et si peu dupe, que sur ses 15 propositions d'action commune, il en a généreusement offert 13 aux personnalités et partis démocrates et en a gardé à peine deux pour fortifier sa foi dans l'au-delà. Mais ces deux inoffensives propositions (consacrées à la femme et à l'application de la chari'a) constituent le véritable programme de la réaction, celui par lequel les 13 autres propositions se transformeront en drame pour toutes les forces démocratiques, et en fleuve de sang pour les forces progressistes les plus révolutionnaires de notre société.

Le parti de la réaction voit, quant à lui, dans cette tactique, un simple marchepied pour sa progression la plus rapide vers le pouvoir politique et vers l'hégémonisme de l'idéologie réactionnaire sur toute la société.

Sur le fond de graves difficultés économiques et financières, le parti de la réaction a canalisé une grande partie des contradictions et du désarroi dans la société vers une alternative fascisante au processus pluraliste actuel, et il utilise pour cela toutes les libertés politiques à sa disposition sans même craindre de refuser absolument de s'engager pour l'avenir de ces libertés et du pluralisme.

Il n'y a pas de muraille de Chine entre notre parti et le reste de la société et c'est pourquoi cet oppositionnisme et cette tendance à aborder la démocratie sous l'angle unilatéral des libertés politiques ont essaimé dans nos rangs sans pourtant infléchir gravement notre politique, unitaire et constructive.

L'idée a été par exemple avancée d'un "soutien critique" au programme gouvernemental actuel. Notre soutien n'est certes jamais inconditionnel, et il est toujours accompagné de critiques que nous souhaitons opportunes. Mais qu'y a-t-il là de nouveau puisque c'est avec tous les pouvoirs issus de l'indépendance que nous avons à la fois soutenu et critiqué. L'idée du "soutien critique" ne contient absolument rien qui puisse caractériser la nature de notre position vis à vis des programmes gouvernementaux issus des réformes politiques de novembre 1988, et leur différence par rapport aux programmes gouvernementaux antérieurs. Cette formulation est trop mécanique pour pouvoir prétendre à fonder une position de principe juste sur la question des alliances à l'heure actuelle et pour éviter le laxisme et l'opportunisme.

Nous avons soutenu la ligne générale de la politique suivie par Ben Bella après l'indépendance, en dépit de l'étroitesse historique de cette ligne. Nous en avons critiqué les faiblesses, mais sans pouvoir mesurer de façon cohérente et claire les déviations les plus profondes de cette ligne générale.

Avec le 19 juin 1965, nous avons cette fois critiqué la ligne générale suivie par Boumediène mais en même temps nous sommes demeurés très attentifs aux moindres possibilités de soutien à ce que nous appelions alors les "aspects positifs" de cette ligne. Plus ces "aspects positifs" ont manifesté concrètement et systématisé leurs tendances démocratiques-révolutionnaires (politique anti-impérialiste ferme, nationalisations, etc.) et plus notre soutien s'est logiquement transformé en soutien à une ligne générale. Les "aspects négatifs" n'exprimaient pas désormais cette ligne générale mais ils étaient de plus en plus liés aux instruments politiques et moyens de mobilisation des masses pour l'application conséquente d'une ligne générale juste.

Avec Chadli Bendjedid, nous avons d'abord soutenu sa ligne générale. Cette ligne continuait d'exprimer, pour l'essentiel, la ligne de Boumediène, tout en avançant une exigence de réformes politiques et économiques nécessaires et légitimes dans leur principe. Mais lorsque cette ligne s'est peu à peu transformée en réajustements politiques profondément tournés vers la droite en remises en cause de plus en plus systématiques des acquis démocratiques-révolutionnaires de la politique économique et sociale, nous avons accru, multiplié et approfondi d'autant nos critiques jusqu'à les transformer en critiques de la ligne générale du pouvoir.

En dépit de la difficulté à formuler correctement notre position lors du vote sur le Charte nationale de 1986, nous avons pour l'essentiel assumé de façon appropriée ce passage qualitatif et nous l'avons exprimé dans la résolution de notre comité central de juillet 1987.

Après octobre 88 et les réformes politiques de novembre 1988 et en liaison aussi avec un rapport de forces favorable à une application des réformes économiques allant dans le sens des transformations démocratiques révolutionnaires, nous avons soutenu la ligne générale des gouvernements constitués depuis cette date, et notre critique porte essentiellement sur les particularités de l'élaboration et de l'application de cette ligne générale juste.

Le PAGS ne définit pas sa position de principe comme étant celle d'un "soutien critique". Cette orientation renferme la possibilité concrète de transformer notre politique d'alliances en opportunisme sectaire par le simple fait d'un déséquilibre en faveur de la critique ou de la simple recherche d'un équilibré mécanique entre le soutien et la critique.

Dans tous les cas, la critique impose l'alternative. Il reste seulement que cette alternative doive, ou bien s'inscrire comme alternative à la ligne générale ou bien comme alternative à certains aspects particuliers de cette ligne générale.

C'est pour cela que si nous voulons résumer notre position à l'égard du programme gouvernemental actuel, et ne pas donner prise à l'oppositionnisme populiste, nous devons dire : soutien à la ligne générale du programme gouvernemental actuel, lutte quotidienne, ferme, et offensive pour son application, critique de ses aspects particuliers nécessairement accompagnée de propositions alternatives crédibles.

1.- Notre conception de la démocratie

La convergence entre le parti de la réaction et certains partis et personnalités démocrates a pour but apparent de faire simplement appliquer jusqu'au bout les régies d'un fonctionnement démocratique du pouvoir. Mais le but réel, profond, le contenu de classe de cette alliance consiste à liquider la ligne générale du gouvernement actuel dans toutes ses dimensions (politique, économique, sociale et culturelle). Elle vise de façon prioritaire la liquidation du contenu démocratique-révolutionnaire des réformes économiques en cours.

Même derrière les professions de foi les plus démocratiques de la réaction et de ses alliés petits-bourgeois, un parti révolutionnaire a le devoir absolu de démasquer la froide volonté de la réaction de détruire tout l'édifice démocratique de la société, et de liquider en premier lieu ses fondements socio-économiques.

En aucun cas un parti révolutionnaire ne saurait se laisser abuser par la phraséologie doucereuse sur les libertés démocratiques sans poser immédiatement la question tout comme le faisaient Marx, Engels et Lénine : démocratie pourquoi ? Démocratie pour quels intérêts de classe très concrets ?

En dépit des espoirs traditionnels des personnalités et partis populistes sur le rôle des masses et des personnalités dans l'histoire, c'est la réaction, qui dans cette alliance, exploitera leurs illusions.

Le PAGS considère que l'objectif le plus démocratique qui soit à l'heure actuelle, ce n'est pas de défendre certains intérêts de classe étroits et égoïstes auxquels s'ajustent spontanément les visées revanchardes de personnalités aigries et ambitieuses. L'objectif le plus démocratique, c'est de défendre les intérêts nationaux-démocratiques de la société prise comme un tout et de leur trouver des solutions allant dans la voie du progrès général de notre peuple. Il ne s'agit pas de déstabiliser le processus démocratique par une utilisation malsaine des libertés politiques au profit définitif de la réaction et de ses alliés, mais de lutter ensemble et quotidiennement pour trouver des solutions constructives et durables aux problèmes économiques et sociaux complexes du pays.

Un parti révolutionnaire n'envisage jamais des objectifs démocratiques ou des réajustements institutionnels de façon abstraite. Il les lie toujours et très rigoureusement à l'évolution réelle du rapport des forces général. Le PAGS initiera ou appuiera fermement tout objectif de lutte en faveur des libertés politiques et du fonctionnement démocratiques des institutions. Il appuiera toutes les luttes en faveur de tel ou tel aspect particulier de la démocratie aussi minime soit-il. Mais porteur d'une idéologie et d'une politique radicalement opposées aux conceptions idéalistes et romantiques de la démocratie véhiculées par le populisme, le PAGS soumet en permanence et très rigoureusement ces aspects particuliers à l'exigence fondamentale qu'ils doivent agir en faveur de la démocratie générale, en faveur du progrès. C'est à dire d'une démocratie non dévoyée, pleine de tout son contenu, qui porte en elle l'ensemble des conditions de vie matérielles et spirituelles de l'individu, qui pousse par conséquent à leur épanouissement sans trêve et au progrès général de la société, qui se dresse de toute sa hauteur contre les tendances passéistes et réactionnaires de la société. Telle est la position de classe de notre parti.

Il faut analyser chaque initiative politique partisane ou en alliance avec d'autres forces politiques à la lumière des tendances concrètes de l'évolution du rapport de forces général.

Ce n'est pas sans raison que, dans les années 70, et malgré tous les manœuvres et appâts "démocratiques" de la droite, le PAGS a fermement indiqué que la voie stratégique pour la solution des problèmes démocratiques s'inscrivait dans le cadre de la révolution agraire définie alors comme tâche centrale.

La vie a complètement donné raison à notre parti. Mais qu'a-t-il fait d'autre sinon d'évaluer concrètement le rapport de forces politique général et de ne pas considérer les libertés démocratiques comme une question en soi mais comme intimement liée au processus général de démocratisation de la société dans ses multiples dimensions : politique, économique et sociale ?

Que serait-il advenu si le PAGS, alors réprimé, avait cédé aux pressions du populisme et refusé d'appuyer la nationalisation des hydrocarbures et la RA en invoquant la poursuite, réelle, de la répression et des menées anti-démocratiques et antisyndicales ? Et de façon plus générale, que se serait-il passé si, sans considération pour le rapport de forces réel dans le pays, le PAGS avait subordonné sa politique d'alliances à sa reconnaissance officielle ? Notre parti a alors su voir l'essentiel. Il avait défini la RA comme la tâche centrale de l'heure, c'est à dire comme la principale tâche démocratique de l'heure.

Qu'arrivera-t-il aujourd'hui si, cédant au populisme, le parti s'en remet de façon absolutisée aux alliances multiples et ponctuelles sur la question des libertés politiques, sans rapporter rigoureusement le principe même de telles alliances à la question démocratique de l'heure, celle qui constitue réellement la tâche centrale pour toutes les forces de progrès : les réformes économiques pour édifier une économie moderne et performante.

C'est un principe élémentaire pour tout parti révolutionnaire que de toujours lier toute alliance politique aussi temporaire et limitée soit-elle, à la possibilité concrète et réelle de faire avancer à coup sûr le rapport de forces général dans le sens du progrès.

C'est un principe essentiel que de toujours veiller à ne jamais obscurcir chez les masses et les forces démocratiques le net tracé de l'antagonisme entre le progrès et la réaction, à ne laisser semer aucune illusion sur la possibilité de leur entente aussi minime et provisoire soit-elle.

2.- Le PAGS et ses rapports avec les masses

Les concessions au populisme et au sectarisme ne sont pas le fruit du simple hasard. Elles s'expriment aussi fréquemment dans la question clef des rapports entre la politique indépendante d'un parti révolutionnaire et sa politique unitaire.

Dans certaines conditions il peut se créer l'illusion que ce parti possède en lui-même -et non pas dans l'histoire de la société- sa propre raison d'être. En ce sens, la compréhension théorique et pratique de la nature révolutionnaire de notre parti est la condition sine qua non pour ne pas interpréter de façon étroite la notion d'"indépendance du parti". L'indépendance d'un parti est, tout comme ce parti, non pas la somme des caractéristiques de son autonomie organique, mais un rapport historico-social. Le parti est un instrument de lutte né du développement objectif de l'histoire et sa finalité lui est donc, pour l'essentiel, extérieure.

La politique indépendante du PAGS -en tant que parti révolutionnaire- se mesure à la qualité, à l'ampleur et à la profondeur de son rapport avec les masses. Cette politique indépendante est donc, par essence même, unitaire sinon elle n'exprimerait que des intérêts corporatifs d'un appareil de parti ou d'une secte politique. L'unité des rapports entre notre politique indépendante et notre politique unitaire est la régie générale tandis que leur différence, voire leur opposition, ne constitue que l'exception. Cette exception peut à la limite exprimer les aspects spécifiques et très particuliers de notre organisation interne. Le critère essentiel du caractère de classe de notre ligne politique, de son indépendance véritable, c'est donc sa dépendance à l'égard du mouvement de masse démocratique et progressiste. Nous disons ici que se sont les Masses qui font l'Histoire. Mais il faut encore être clair : dire que ce sont les masses qui font l'histoire peut parfaitement convenir à un populiste. Quant au marxiste-léniniste, il prend toujours soin de préciser que ces masses peuvent faire l'histoire soit spontanément, comme objets de cette histoire, soit consciemment, comme sujets actifs et révolutionnaires de cette histoire. Dans le premier cas, le rôle de l'avant-garde révolutionnaire est rabaissé. Dans le second cas, ce rôle grandit.

Le PAGS estime que la compréhension correcte du rapport entre l'avant-garde révolutionnaire et les masses est une question essentielle et toujours d'actualité. Aujourd'hui les conditions du passage à la légalité rendent extrêmement urgent son éclairage théorique et pratique, et cette tâche doit être pleinement et consciemment assumée par l'ensemble du parti.

Dans tous les cas, il faut comprendre un parti révolutionnaire non pas comme une somme de cadres, de militants, d'organisations et d'appareils, mais avant tout comme un rapport social organisé sous cette forme par l'histoire, et qui ne peut donc exister qu'en rapportant en permanence sa forme à son essence, c'est à dire en se posant jusqu'au bout et sans équivoque comme un instrument vivant et évolutif du mouvement historique des masses.

Bousculée et malmenée par notre époque et par les fulgurants bouleversements de l'économie et de la société depuis 1962, la réaction est menacée, dans les fondements même de son existence et c'est pourquoi elle ne se permet aucun rêve, aucune illusion sur la nature du lien entre sa politique et les masses. Elle doit accepter tout de suite le combat contre l'avancée de la démocratie et du progrès et elle sait que derrière eux se profilent ses pires ennemis, les ennemis de la société précapitaliste et féodale : le capitalisme moderne déjà habité par le socialisme qui est tout à la fois son identique et son contraire. Voilà pourquoi la réaction ne peut pas tergiverser et jouer aux raisonneurs.

La réaction sait que gagner les masses est pour elle une question de vie ou de mort. C'est pourquoi le chapelet qui lui sert à fulminer contre les joies de la vie terrestre, et à méditer pieusement sur les délices de l'au-delà, égrène en même temps ses tâches politiques : elle s'efforce non sans succès de se saisir de certains intérêts réels les plus infimes du peuple afin de le convaincre de s'organiser autour de l'alternative globale d'une fascisation petite-bourgeoise de la société.

De leur côté, les forces démocratiques tardent dramatiquement à comprendre la nécessité de s'unir autour d'objectifs démocratiques liés aux besoins les plus pressants de l'évolution moderne de la société. Notre parti tirera quant à lui tous les enseignements critiques et autocritiques essentiels de sa riche activité pour que s'épanouisse pleinement sa vocation de parti révolutionnaire au service de la classe ouvrière et de toute la société démocratique et progressiste. Le caractère de classe de notre parti se mesure à sa capacité à susciter patiemment, et jour après jour, l'activité consciente et organisée la plus large des individus autour de leurs intérêts réels, matériels et humanitaires, les plus simples et les plus quotidiens, à découvrir dans la vie les voies et formes de l'unification de ces préoccupations, et à diriger entièrement cette unique et immense force démocratique et progressiste contre la vieille société, ses fondements réactionnaires et les forces politiques qui la représente.

3.- Notre conception du socialisme

Les étroitesses vis à vis d'une large politique d'alliances peuvent trouver leurs causes dans certaines convictions spontanéistes et linéaires selon lesquelles plus on avancerait vers le socialisme, plus le front des alliances devrait se rétrécir en raison même de la radicalisation du processus révolutionnaire. C'est là évidemment une thèse absurde et complètement étrangère au véritable esprit du marxisme-léninisme.

Une telle problématique n'a pu naître qu'à notre époque de déformations graves dans la conception et la pratique du socialisme, et où l'on a vu ressurgir, sous la forme de sa bureaucratisation et du culte des partis et des chefs, les tendances des "minorités agissantes" que Marx, Engels et Lénine ont toujours combattues avec la plus grande détermination. Dans sa conception scientifique, le socialisme n'est pas le but lointain qu'il faut réaliser par tous les moyens, y compris en sacrifiant les intérêts légitimes immédiats du peuple au nom de son bonheur futur. L'essence philosophique du socialisme est matérialiste et dialectique. Par conséquent, il s'oppose en tous points à la séparation, même temporaire et partielle, entre le but final et le moyen de sa réalisation. But et moyen forment un tout indissoluble. Le but est toujours intégralement contenu dans le moyen, et le moyen n'est donc pas la forme contingente de réalisation du but, mais sa forme essentielle. Par rapport à ce principe, le moindre petit écart pousse vers l'idéalisme et la scolastique.

En Algérie, le socialisme, perçu comme l'aboutissement de l'œuvre des minorités conscientes et agissantes, a trouvé dans l'interprétation unilatérale et absolutisée des formes de déclenchement de la lutte armée libératrice puis dans ses méthodes de direction très rigoureusement centralisées un très puissant aliment historico-psychologique. Si l'Algérie et d'autres pays d'orientation socialiste (OS) se sont fortement inspirés du système d'organisation économique et même politique des pays socialistes, ce n'est pas seulement en raison du choix de principe d'une même perspective historique. C'est aussi parce que leur propre dynamique de développement impliquait la centralisation et la monopolisation de leur économie pour faire face aux puissants blocages du néocolonialisme, et pour renforcer leur position face aux transnationales. Mais c'est aussi parce que ces pays se reconnaissaient dans le centralisme autoritaire du système économique et politique des pays socialistes. Ce système leur fournissait, du même coup, une justification idéologique gratuite parce qu'il était porteur d'une contradiction étrangère à l'essence du socialisme, d'une contradiction entre le socialisme et la démocratie.

Les louanges de la presse des pays socialistes à l'égard de l'Algérie et d'autres pays d'OS ont été de toute évidence marquées par l'absence quasi-totale de critiques sérieuses. Ce n'est pas là une position accidentelle mais c'est le résultat d'espoirs démesurés dans l'avenir socialiste de ces pays et de leurs partis uniques. Mais il y

a aussi- que l'impossibilité d'une critique conséquente des défaillances du système économique et politique des pays en voie de développement à OS se trouvait inscrite dans la nature des modèles, politique et économique, des pays socialistes eux-mêmes.

La source théorique principale de la difficulté 'de notre parti à apprécier correctement le rapport entre les tâches nationales démocratiques (TND) et la perspective socialiste se trouve dans une méthode d'approche non dialectique de ce problème. Nous continuons par exemple d'opposer artificiellement, d'une part, la nécessité de consolider un pouvoir politique national-révolutionnaire, de renforcer ses caractéristiques révolutionnaires en empêchant le retour de la féodalité et l'hégémonisme politique de la bourgeoisie et, d'autre part, la nécessité de développer jusqu'au bout, et dans l'intérêt général, le potentiel démocratique-révolutionnaire du capitalisme (c'est à dire sa variante moderne) au plan économique. Cette erreur provient de la méthode d'approche non dialectique du mouvement historique de notre société, et c'est pourquoi, sous mille et une formes, la confusion revient sur les périodes historiques : nous tendons en permanence à raisonner en termes de passage fondamental du capitalisme au socialisme et non pas du précapitalisme et de la petite production au capitalisme. Dès lors qu'on veut assumer concrètement l'idée de la perspective socialiste, on a tendance à perdre de vue sa base matérielle réelle, son point de départ effectif. Et dès lors qu'on reconnait la réalité de cette base matérielle, on a tendance à perdre de vue la perspective socialiste et à déclarer qu'elle n'existe plus. Une telle approche entretient la confusion permanente entre les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution. Elle n'arrive pas à refléter correctement le mouvement de leurs rapports dialectiques. En ce sens, elle ne sait pas identifier et refléter activement (dans le sens de l'action profondément démocratique et de progrès) les contradictions du mouvement qui se trouve objectivement dans la nature même de la base économique de la RND.

Le besoin de clarifier et de consolider les bases théoriques de notre activité politique s'est alors fait de nouveau ressentir de plus en plus fortement. C'est à ce besoin que s'est efforcée de répondre la thèse selon laquelle la période de transition historique actuelle serait le "capitalisme d'Etat" tandis qu'au niveau du pouvoir politique, le rôle décisif serait joué non plus par une "petite-bourgeoise bureaucratique" mais par une "bourgeoisie bureaucratique".

4.- Clarifier et consolider nos positions théoriques

D'un point de vue tout à fait général, cette thèse semble opérer une avancée théorique dans la mesure où elle s'efforce de formaliser les tendances nouvelles du développement historique : capitalisme et socialisme. Elle veut opérer une rupture décisive avec les thèses de l'étape socialiste, de la VNC, et d'une certaine façon même avec la notion trop générale de RND. Mais qu'en est-il en réalité ?

Toutes les hésitations, temporisations, ou même fourvoiements sur des questions clefs comme le vote sur la charte nationale 86, les hydrocarbures, la question agraire, la dette extérieure, la loi sur le crédit et la monnaie, les réformes économiques, l'évolution du rapport de forces politiques, etc... appellent à répondre d'urgence à ce besoin pratique de notre ligne générale et de nos activités quotidiennes. Ils appellent à aller aux racines mêmes de nos erreurs et hésitations sur la nature de l'étape historique et de ses principales caractéristiques.

A cette période de transition, il ne faut pas se tromper sur la position historique du pays en supposant qu'au plan économique, nous sommes à une phase du passage du capitalisme au socialisme et non à la phase du passage du précapitalisme au capitalisme. A cette étape historique particulière d'enfance de notre économie nationale, de son blocage par les intérêts néo-colonialistes et à une époque de généralisation des monopoles nationaux et internationaux, la révolution nationale démocratique est elle-même obligée de donner à son économie la forme monopolistique, et une forme monopolistique encore plus renforcée en raison de son faible potentiel concurrentiel. Cette forme étatique n'est pas la forme de maturation finale de notre développement économique. Elle est aujourd'hui la forme nécessaire de son émergence et de sa consolidation. Cependant comme toute forme, cette forme étatique ne doit jamais être absolutisée. Il faut veiller à ce qu'elle exprime en permanence le besoin essentiel de développement des forces productives. Les formes particulières sous lesquelles peut se développer le principe essentiel de la révolution permanente des forces productives peuvent exprimer tantôt plus d'étatisme, tantôt moins d'étatisme, tantôt une cohabitation complexe et même une fusion originale de plusieurs formes de propriété et de gestion. On ne doit pas s'imaginer que le mouvement historique du progrès économique et social se mesure au degré de collectivisation des formes de propriété et de gestion. A ce niveau du raisonnement, les modes de production du communisme primitif et de la variante asiatique du féodalisme (les villages communautaires) seraient historiquement supérieurs à tous les autres modes de production, y compris au capitalisme. C'est

évidemment absurde. Le critère essentiel est donc le niveau du développement général des forces productives, quelle que soit la forme de propriété et de gestion qui doit l'exprimer de manière adéquate, pourvu qu'elle exprime les intérêts supérieurs de la société dans sa marche vers le progrès.

Notre parti ne doit pas oublier cet enseignement essentiel : tout écart plus ou moins sérieux dans sa ligne politique par rapport à la position historique exacte de l'Algérie perturbe et peut même égarer le parti dans l'identification, la définition et l'ordonnancement de ses tâches politiques. Il s'ensuit que les alliances politiques sont alors définies et réalisées sur une base soit trop retardataire, soit trop avancée. Le résultat est dans tous les cas qu'on en conclut faussement que telle classe ou couche sociale conserve encore ou bien a épuisé son potentiel démocratique et progressiste. Les contours des alliances sont ainsi obscurcis, voire complètement dénaturés dans le sens de la compromission avec la droite, ou de la fuite en avant sectaire vers la gauche.

Une opinion qui sert en quelque sorte de fond spontané à cet opportunisme s'est répandue depuis longtemps dans notre parti : il s'agit du préjugé selon lequel, plus la société se développe économiquement et plus le poids des classes et couches intermédiaires diminue, laissant ainsi face à face les deux grandes classes antagoniques de la société : la bourgeoisie et le prolétariat. Ce préjugé a même trouvé son expression dans une thèse développée dans certains milieux révolutionnaires arabes et selon laquelle, dans l'ensemble des pays arabes, la petite-bourgeoise aurait épuisé son rôle révolutionnaire, c'est à dire sa capacité à continuer à diriger ou bien à diriger à l'avenir le processus des transformations démocratiques-générales. Ainsi ce rôle dirigeant devrait désormais revenir ou bien à la bourgeoisie ou bien au prolétariat. Mais tout cela, c'est une conception bien naïve, et non dialectique, du processus réel de formation des classes en général, et de la formation de la bourgeoisie et du prolétariat en particulier.

En réalité, le processus d'affaiblissement relatif des classes et couches intermédiaires, de toutes les couches flottantes de notre société par rapport aux classes montantes de toute société moderne (bourgeoisie et prolétariat) est loin d'être simple et uniforme. De quoi s'agit-il exactement ?

Ce qui est affaibli et même supprimé ce n'est pas seulement la grande propriété féodale. Ce sont aussi toutes les formes de production et de propriété qui se rattachent aux structures précapitalistes. Ce qui décline, ce sont ses formes économiques périmées (métayage féodal, industrie domestique rurale et semi-rurale principalement), c'est à dire ses formes économiques autarciques et semi-autarciques, ses formes enclavées dans les structures arriérées. Ce qui se dissout ce sont donc les formes économiques non marchandes de la petite propriété, c'est le passé de la petite-bourgeoise, ce n'est pas la petite bourgeoisie en tant que telle. Il y a donc une première négation seulement de la petite production. Cette première négation ne supprime pas la petite production. Elle crée au contraire les conditions pour le développement en grand de sa forme marchande. A cette phase, le poids de la petite bourgeoisie et, de façon générale, des classes et couches moyennes augmente au contraire de plus en plus considérablement.

Nous ne sommes pas à une phase historique où le capitalisme a affirmé son hégémonisme économique sur la société et où, par conséquent, le poids relatif de la petite production tendrait à diminuer. L'erreur sur l'étape historique empêche de comprendre que, contrairement à la supposition que nous passons du capitalisme au socialisme, la petite bourgeoisie perd sa carapace féodale et semi-féodale et peut enfin se développer en grand. Elle renaît de ses propres cendres.

A l'étape du passage du précapitalisme au capitalisme, le mouvement de négation de la petite bourgeoisie est en même temps la condition de son affirmation positive, non plus comme petite bourgeoisie, "à l'asiatique" mais comme petite bourgeoisie moderne, infiniment plus élevée, plus nombreuse et plus variée.

Ainsi, le glissement à droite qui a voulu se systématiser à travers la charte nationale 1986 et se cristalliser comme tournant radical et définitif ne représentait pas au plan économique un pas en avant décisif vers le capitalisme mais tout au contraire un pas en arrière décisif.

C'était un pas en avant vers le capitalisme libéral dans son impossible tentative de synthétiser toutes les formes de la propriété privée sans distinction des phases historiques auxquelles elles se rapportent (précapitaliste et capitaliste). Mais par là même c'était un pas en arrière par rapport au capitalisme moderne et démocratique qui continuait à se développer au plan économique depuis 1962.

C'était donc, du même coup, un pas en arrière par rapport à la perspective socialiste qui entamait la formation de ses prémices au sein de cette variante la plus évoluée et la plus radicale du capitalisme.

Quant aux changements dans le pouvoir politique, ils s'inscrivent toujours dans le cadre du passage du précapitalisme au capitalisme. Les forces politiques qui agissent dans le pouvoir politique ne s'expriment pas, sauf exception, comme les représentants de classe cristallisées de la féodalité, du capitalisme ou du prolétariat. Par leurs conceptions sociales, politiques et culturelles, ces forces politiques se rattachent pour l'essentiel à la petite production (rurale et citadine) qui domine dans le pays et exprime de façon complexe ses tendances d'évolution vers le progrès ou vers le conservatisme et la réaction.

En dépit de tous les changements importants qui sont intervenus en son sein, en dépit de toutes ses contradictions et secousses internes, le pouvoir politique n'a pas changé de nature depuis l'indépendance : la nature de classe de ce pouvoir était et demeure petite-bourgeoise. Dans la diversité naturelle de ses intérêts et de ses tendances, c'est la classe petite-bourgeoise qui est toujours au pouvoir. Si nous avons le plus souvent évité d'employer cette notion de "petite-bourgeoise" dans nos documents publics -notion pourtant la plus scientifique- c'est parce qu'elle était trop souvent comprise de façon étroite, et même péjorative, par des démocrates et des patriotes sincèrement attachés à l'option socialiste. Pourtant, certains d'être compris dans nos rangs, nous n'avons jamais hésité à dire que notre parti est dans sa grande majorité encore issu socialement de la petite-bourgeoise, mais que cela ne peut entamer les convictions socialistes de ses membres.

Lorsque le capitalisme a vaincu définitivement le féodalisme et s'accomplit déjà sur ses propres bases, il est important de bien comprendre, au plan politique, la nature double et contradictoire de la petite-bourgeoise tiraillée entre son côté bourgeois et son côté prolétaire. Mais dans la situation concrète de l'Algérie, il est important de comprendre qu'elle est tiraillée entre son côté féodal et son côté bourgeois (lequel, par sa tendance démocratique et révolutionnaire, anticipe le côté prolétaire).

Il ne faut pas comprendre ces oscillations plus ou moins importantes comme un changement de nature du pouvoir politique. Le critère d'un tel changement c'est le passage du pouvoir d'une classe à une autre classe. Ce qui restera toujours décisif dans la définition de la ligne générale de notre parti, c'est la capacité à ne pas égarer nos analyses et positions politiques dans des confusions. L'évaluation du rapport de forces social et politique se trouve ici même posée en permanence et, à travers elle, l'ensemble de nos tâches politiques.

B. Les Fondeurs Socio-Economiques de la Politiques du PAGS

Avant Octobre 88, l'idéologie libérale avait développé sa conception des réformes économiques par l'autoritarisme administratif et la multiplication des faits accomplis, par l'opposition entre les proclamations et décisions officielles et les actes réels du pouvoir, par la confusion voulue et planifiée entre la nécessité de principe juste des réformes économiques et le contenu et la forme qui leur ont été donnés dans le cours même de leur application sur le terrain.

Le changement du rapport de forces après Octobre 88 a privé l'idéologie libérale de son rôle moteur dans le pouvoir politique et dans l'élaboration et l'impulsion des grandes orientations économiques et sociales, mais il a laissé intact le besoin objectif des réformes économiques.

Pour continuer à jouer un rôle reconnu et plus ou moins important dans ce nouveau rapport de forces, l'aile industrielle de ce front de l'idéologie libérale a dû se démarquer nettement de ses anciennes alliances économiques et politiques liées trop ouvertement aux intérêts et formes précapitalistes du capital commercial et spéculatif.

Si aujourd'hui, à travers surtout son aile industrielle, le capital privé penche plus nettement en faveur du camp du progrès, il n'en continue pas moins de vivre des tensions contradictoires de plus en plus violentes. C'est que la grande lutte au sein de toute la société entre l'ancien et le nouveau trouve son expression au sein même de ce capital privé tiraillé naturellement entre ses tendances contradictoires soit au parasitisme spéculateur soit au développement des forces productives, entre sa tendance à composer avec les structures précapitalistes, à réformer lentement les vieilles structures social-économiques et sa tendance à rompre radicalement avec ces vieilles structures et à exprimer ainsi les besoins démocratiques d'une société moderne, entre sa tendance à s'exprimer ou comme variante du capitalisme conservateur et constamment sollicité par ses tendances réactionnaires ou comme variante du capitalisme moderne et constamment sollicité par ses tendances démocratiques et révolutionnaires.

Le PAGS estime que la tâche la plus pressante, la tâche principale entre toutes, la tâche de l'ensemble des forces démocratiques et de progrès, c'est d'orienter les luttes quotidiennes dans leurs multiples formes d'expression (élaboration des grandes orientations du pays; lutte pour leur application, luttes de masse pour la détermination correcte et la défense ferme des intérêts et droits des travailleurs et des citoyens) pour faire apparaître avec la plus grande netteté les véritables contradictions actuelles de notre société et leurs articulations réciproques.

C'est aussi et en même temps d'engager une lutte large et résolue pour aiguiser la contradiction principale et la résoudre dans le sens du progrès de la société.

Il faut que dans ces luttes quotidiennes, les véritables clivages socio-économiques trouvent leur expression adéquate au plan politique. La légalisation du pluralisme est un pas considérable, voire décisif, dans le sens de cette clarification fondamentale. Mais il faut encore montrer dans la lutte quotidienne à quelles tendances social-économiques et comment se rattachent en dernier ressort les objectifs, programmes et conceptions politico-idéologiques des différents partis politiques. A partir de 1980, le front de l'idéologie libérale a attaqué les acquis fondamentaux de progrès tout en s'efforçant de cacher ses propres contradictions derrière une tentative de synthèse des idéologies religieuse et nationaliste excluant les acquis idéologiques rénovateurs du Mouvement de libération national moderne.

Il faut mettre en relief les deux grandes tendances actuelles du développement économique et social et l'impossibilité de les concilier, l'impossibilité d'opérer entre elles autrement que par des choix antagoniques. Il faut œuvrer énergiquement pour que les termes de cette grande, de cette principale contradiction se reflètent avec le maximum de clarté dans notre analyse des programmes des différents partis et dans les alliances politiques que notre parti doit susciter avec clarté et esprit offensif, sans crainte d'assumer de façon responsable au sein de ses très larges alliances la charge négative des contradictions secondaires.

Il faut approfondir les contradictions au sein du front de l'idéologie libérale, lui imposer les choix réels de société à travers les luttes quotidiennes réelles, continuer à le faire éclater pour aider à une plus grande et véritable polarisation entre le progrès et la réaction.

1.- La tactique du libéralisme

En 1962, les classes sociales étaient très insuffisamment développées et la contradiction principale continuait de s'exprimer globalement à l'extérieur de notre société, comme une opposition entre les intérêts nationaux-démocratiques en voie d'affirmation de l'Algérie et les puissants intérêts postcoloniaux de la France. La différenciation de ces intérêts par rapport à des classes sociales ne faisait alors que naître et s'exprimait logiquement sous la forme populiste de façon essentiellement progressiste contre le néocolonialisme et contre la direction politique et économique du pays par l'idéologie libérale.

Aujourd'hui, les grands termes de la contradiction principale n'ont pas changé. Ce qui est nouveau, c'est ceci : avec le développement économique accéléré, avec le développement des classes sociales et la cristallisation de plus en plus nette de leurs intérêts respectifs distincts mais aussi de leurs intérêts communs, avec l'apparition des partis et tendances politiques qui les représentent, à travers tout ce vaste mouvement donc, les termes de la contradiction principale se sont développés.

L'approche de la contradiction principale par le biais de l'intérêt commun relativement indifférenciée de notre peuple a fait place aujourd'hui à l'approche par le biais des intérêts de classe soit différenciés et convergents, soit différenciés et antagoniques.

Le populisme des années 60 exprimait globalement un mouvement progressiste, mais en anticipant artificiellement sur les oppositions de classe, il poussait vers le gauchisme. Aujourd'hui le populisme a changé de contenu : il exprime globalement un mouvement réactionnaire et, cette fois retardant artificiellement les oppositions et convergence de classe, il tend de nouveau à éloigner des termes de la contradiction principale mais vers la droite et la réaction.

En 1965, le populisme a ouvert la voie à une coalition dangereusement amalgamée mais où le potentiel de la démocratie révolutionnaire demeurait puissant et décisif.

En 1990, le populisme ne peut être que le cheval de Troie de la réaction.

Le PAGS considère que pour assurer la difficile transition que vit actuellement le pays, il n'existe qu'une seule alternative à la voie réactionnaire très lourdement présente dans le processus pluripartiste actuel : c'est celle de la lutte pour l'édification quotidienne d'un large front en faveur d'une société moderne démocratique et de progrès social.

Après Octobre 88, le front de l'idéologie libérale a perdu son combat pour l'hégémonisme sur les orientations politiques, économiques et sociales. Il a continué à se diviser en perdant sa composante la plus crédible (le capital industriel privé) mais il s'efforce toujours de priver le capital industriel d'Etat des moyens stratégiques de son développement. Une telle situation exacerbe les contradictions aussi bien entre la société conservatrice (qui est ainsi poussée vers des positions réactionnaires) et la société moderne qu'au sein même du front de l'idéologie libérale qui doit se déterminer concrètement entre les deux grandes tendances de la polarisation sociale.

Tant que de 1980 à 88 il dirigeait le pays, le front de l'idéologie libérale s'est attaqué directement et avec la plus grande brutalité aux moyens de développement du capital industriel d'Etat. Il a opposé artificiellement le crédit et l'investissement dans l'agriculture au crédit et à l'investissement dans l'industrie, en interprétant de façon spécieuse et dans le sens de ses intérêts propres la réalité des disproportions de développement entre l'industrie et l'agriculture. Il a utilisé le besoin objectivement venu à maturité d'un rôle plus grand de l'entreprise industrielle dans l'économie du pays en l'interprétant dans le sens de l'idéologie libérale et de la petite propriété féodale et bourgeoise. C'est ainsi qu'il a opposé ce besoin réel aux exigences devenues encore plus grandes du renforcement des moyens globaux du développement de l'industrie et de leur coordination à l'échelle nationale et face au marché mondial.

En séparant la fonction commerciale de la fonction productive il se donnait les moyens de s'emparer de l'argent des entreprises et révélait du même coup son atavisme : c'est le capital commercial et spéculateur qui se cache derrière cette pseudo-rationalité économique libérale et qui veut se créer à l'échelle nationale un cadre légal de pompage parasitaire permanent des ressources de l'économie. Il veut se poser en capital autonome et dominant face au capital industriel en allant à contre-courant de tous les enseignements connus de l'histoire d'une économie moderne. Mais du point de vue de la grande perspective historique d'édification d'une économie moderne, le capital industriel s'est toujours tôt ou tard subordonné au capital commercial, et le capital spéculateur a été lui-même obligé de prendre des formes bourgeoises. Ce n'est que dans la première grande phase du développement industriel que le capital commercial et spéculateur grandit et semble envahir l'économie toute entière.

Avec la perspective d'une domination du capital commercial et spéculateur lié aux structures retardataires et paralysant un secteur d'Etat industriel éclaté, asphyxié et privé des moyens de son développement, comment le secteur industriel privé, adhérent bâtard du front de l'idéologie libérale, ne se sentirait-il pas menacé par ses propres alliés, des alliés d'une autre époque historique?

On devrait pouvoir définir ainsi la tactique suivie depuis 1980 par l'idéologie libérale contre le capital industriel d'Etat et, à travers ce capital industriel, contre les forces sociales de l'avenir dont il est porteur, notamment la classe ouvrière moderne : elle a adapté la profondeur et l'ampleur de ses attaques contre le capital industriel d'Etat et en a modulé les contours et rythmé la progression en fonction de l'évolution du rapport de forces politiques général.

Tout au long des années 80-88, l'idéologie libérale a combiné les méthodes brutales et cyniques dans la remise en cause des acquis économiques, sociaux et démocratiques avec l'utilisation étroite et intéressée des sains sentiments patriotiques de notre peuple et de ses forces démocratiques.

C'est pourquoi certaines thèses libérales d'essence réactionnaire avancées à l'époque par le pouvoir dans le seul but d'asphyxier le capital industriel d'Etat avaient trouvé leur expression dans une sorte de nationalisme démagogique pour pousser à le priver rapidement de l'assistance technique étrangère (en s'appuyant de façon étroite et aventuriste sur la réalité d'une utilisation insuffisante de nos capacités nationales), pour cristalliser l'idée de "l'après-pétrole" tout en la séparant des moyens réels de sa réalisation, pour prolonger encore plus cette surenchère pseudo-nationaliste à propos des ressources financières de l'Algérie et de sa dette extérieure en se laissant simplement bercer par le puissant flot d'argent débité par la deuxième boom des prix pétroliers, celui de la fin des années 70.

C'est la volonté de réaliser cet objectif de déstabilisation stratégique du secteur d'Etat industriel qui, dès le début des années 80, explique les positions apparemment contradictoires du pouvoir : d'un côté, et à l'intérieur du pays, il attaque systématiquement et en profondeur les acquis de l'indépendance économique, et de l'autre côté, à l'extérieur il pratique la surenchère patriotique et semble même ignorer la nécessité de compromis certes douloureux mais objectivement dicté par le rapport de force international et les besoins du développement (protection et élargissement des marchés gaziers et pétroliers algériens). Cette attitude contradictoire procède pourtant d'une logique unique tournée entièrement contre les intérêts stratégiques du capital industriel et de sa perspective historique la plus radicale : le socialisme moderne.

Après Octobre 88, le libéralisme a perdu son rôle moteur dans le processus de développement économique ainsi que les caractéristiques essentielles de son rôle dirigeant au plan politique. Adaptant sa tactique au nouveau rapport de forces, il a alors tenté de jeter un voile plus épais sur ses intentions déstabilisatrices.

Aujourd'hui encore, il continue de flatter avec un certain succès le côté apeuré et conservateur de l'idéologie nationaliste petite-bourgeoise. Evitant d'aborder les hydrocarbures et la dette extérieure en tant qu'ils sont justement des moyens essentiels de ce développement. Il agite la menace de la dépendance économique et financière comme certains populistes jadis baignaient dans des sociétés engluées dans le servage et agitaient la menace future de l'exploitation et des malheurs du capitalisme.

La question de l'indépendance économique et financière ne peut donc jamais se poser dans l'absolu. La question est toujours de savoir à quel niveau historique de développement des forces productives nationales et à quelles perspectives concrètes de leur évolution se rapporte une économie en voie de modernisation dans un monde aujourd'hui de plus en plus interdépendant. C'est ce principe fondamental qui guide la politique du PAGS lorsqu'il s'agit d'apprécier la place et le rôle des sociétés d'économie mixte, le niveau et les formes évolutives de l'assistance technique étrangère et d'une façon plus générale encore, la question de l'accès à la technologie, la stratégie d'exploitation et de vente des hydrocarbures, et la gestion de la dette extérieure.

En économie comme en politique, si des rapports et alliances larges et lucides (qui sont au premier abord une forme de dépendance accrue) sont utilisés dans le sens du progrès, ils transforment d'eux-mêmes cette dépendance en son contraire et ouvrent dès lors la voie à davantage d'indépendance.

La critique des faiblesses réelles contenues par exemple dans les accords stratégiques sur les hydrocarbures des années 70 doit se déterminer sur l'essentiel et rejeter l'unilatéralisme et le schématisme auquel notre parti n'a pas échappé. Les éléments de fragilité relative et même de dangers à long terme contenus dans ces accords procèdent-ils d'un compromis nécessaire et qui, en dernier ressort, pousse en avant l'économie algérienne ou bien sont-ils un élément de blocage, de récession et d'enfermement dans un sous-développement aggravé ?

Actualisant sa position sur cette question décisive pour l'avenir progressiste de notre pays, le PAGS considère qu'en l'état actuel et perspectif de l'économie algérienne et des réalités mondiales, il n'existe pas et il ne peut exister d'autre voie pour développer le pays que d'œuvrer énergiquement à le dégager de la dépendance à l'égard du sous-développement des forces productives et des rapports, inadaptés, étroits et bloquants, avec l'ancienne puissance coloniale et qui forment l'armature de cette dépendance.

La question réelle est toujours la suivante : par rapport aux anciens rapports qui expriment le sous-développement, les nouveaux cadres et formes de dépendance ou d'interdépendance contribuent-ils à stériliser et à faire stagner l'économie ou bien poussent-ils à libérer son développement et à l'impulser vigoureusement ?

La réalité contemporaine oblige tout pays développé ou en voie de développement à se déterminer par rapport au marché universel, à situer constamment sa propre volonté d'indépendance économique dans le cadre de l'interdépendance mondiale.

2.- Contradiction principale

Ce qui caractérise l'économie algérienne depuis l'indépendance, ce n'est pas une nature non productive et parasitaire à laquelle renvoient aussi bien la notion d'"économie de rente" que le principe même du passage à une "économie productive".

Ce qui caractérise cette économie, c'est le développement acharné de la contradiction entre :

– d'une part, la convergence objective des rapports de production intérieurs fondés sur la conservation des structures précapitalistes et féodales retardataires et des rapports extérieurs de type néocolonial bloquant tout développement national ou lui traçant les voies d'une très lente synthèse entre le néo-colonialisme, le féodalisme et le capitalisme. C'est à dire la voie de la variante archaïque du capitalisme.

– d'autre part, des rapports de production modernes fondés sur l'industrialisation de toute l'économie et la négation profonde et accélérée des rapports de production arriérés ; des rapports modernes dirigés donc nécessairement contre le néo-colonialisme et contre tous les rapports intérieurs et extérieurs qui entravent l'édification d'une économie moderne, nationale et capable d'auto-développement. C'est-à-dire, au plan strictement économique, la variante moderne du capitalisme. L'avenir historique de cette voie c'est le socialisme moderne.

Ce n'est pas la politique démocrate-révolutionnaire (tournée de façon plus ou moins conséquente vers la perspective socialiste) qui, de 1962 à 1980, a développé une "économie de rente". Mais c'est l'idéologie libérale qui, de 1980 à 1988 a poussé au désinvestissement industriel, à l'utilisation de la vente des hydrocarbures pour des dépenses largement improductives et parasitaires et qui a poussé ainsi à financer une restructuration de l'économie essentiellement tournée contre "l'économie productive".

Le PAGS considère comme hautement dangereuse la perspective d'une jonction entre le populisme spontané des couches de la population désorientées par les caractéristiques complexes de cette période de transition historique et les tentatives visant à lui donner un corps théorique afin de cristalliser l'idéologie spontanéiste dans sa ligne politique.

3.- Deux questions-clefs pour l'économie nationale

De telles tendances populistes-technocratiques trouvent également leur prolongement pratique et politique dans les questions portant sur la politique des hydrocarbures et la position de principe à l'égard du crédit international (ou "dette extérieure").

Les hydrocarbures offrent une chance historique de réunir les conditions fondamentales d'un développement économique national. Il n'y a aucune possibilité de préserver les richesses naturelles de l'Algérie en dehors de leur exploitation active et audacieuse en faveur du développement industriel.

"L'après-pétrole" se prépare en développant au maximum tous les ressorts internes de l'économie et de son vecteur fondamental qui est l'industrialisation, en créant les conditions générales pour l'automouvement de ce développement économique. "L'après-pétrole" inclut nécessairement l'utilisation pleine et accélérée des ressources en hydrocarbures et du crédit international dans la perspective de cette économie moderne. Les conditions de préservation de ces hydrocarbures "pour les générations futures" doivent être essentiellement liées aux exigences développées à la fois par l'évolution de cet effort d'industrialisation et par les analyses prospectives du marché international et des progrès de la révolution scientifique et technique en matière de découverte et d'utilisation des sources d'énergie.

Mais c'est sur la question de la dette extérieure que l'idéologie libérale a le plus sollicité la fibre "patriotique" et voulu diviser les forces progressistes sur les moyens réels d'édification d'une économie moderne dans les conditions de notre époque.

C'est tout particulièrement cette question du crédit international (ou "dette extérieure") qui peut contribuer en grande partie à l'issue de la crise socio-économique actuelle et à tracer donc la perspective à nos grandes alliances stratégiques.

Concernant la dette extérieure, il est certain qu'il faut renégocier avec toujours plus de fermeté les conditions de son remboursement. Il est tout aussi certain qu'il faut développer de larges et multiples solidarités internationales dans cette voie. De façon plus générale, il faut développer toutes les opportunités de l'action politique pour réduire le poids du service de la dette par rapport à nos rentrées en devises et pour même obtenir des réductions substantielles de cette dette.

Cependant aucune illusion ne doit être directement ou indirectement entretenue sur l'idée que cette action pourrait se substituer à l'action purement économique de chacun des pays endettés.

L'exigence d'une grande fermeté à l'égard des conditions de remboursement de la dette extérieure appelle à développer avant tout les moyens économiques capables de traduire par les actes cette détermination. Dans les conditions concrètes de l'Algérie, il n'y a pas d'autre moyen essentiel de faire réellement valoir cette fermeté que de développer en grand toutes les possibilités d'exploitation et de commercialisation plus larges et plus sûres encore, plus stratégiques, pour la valorisation des hydrocarbures. Il n'y a pas d'autre voie que de poursuivre et d'élargir la recherche et la prospection afin d'étendre ces possibilités d'exploitation et découvrir aussi de nouvelles richesses naturelles avantageusement négociables sur le marché international ou disponibles pour le marché intérieur. A court et moyen termes, il n'y a pas d'autre voie que de poursuivre les investissements dans les différentes industries et notamment dans les études de prospection et d'exploitation de ces richesses naturelles, d'assumer la création de sociétés mixtes et la coopération de banques internationales et des transnationales, d'utiliser au maximum les immenses possibilités du capitalisme international et d'en payer le prix pour se mettre à l'école de son savoir-faire économique, scientifique et technologique, et pour disposer de son immense réserve de capitaux.

La stricte vigilance qui doit être observée par notre pays et l'ensemble de ses forces démocratiques doit être comprise de façon offensive, c'est-à-dire dans sa dimension stratégique. Pour l'essentiel, cette vigilance ne se mesure pas au faible nombre de contrats passés avec le capitalisme international, au faible nombre de sociétés mixtes créées, au petit volume des prêts contractés vis-à-vis des banques internationales, du FMI ou de la **BIRD.** A notre époque, il n'y a rien de plus dépendant et de moins vigilant qu'une politique économique tournée vers l'autarcie, frileuse dans ses rapports économiques extérieurs et incapable d'utiliser les immenses possibilités du marché international. Cette vigilance se mesure à la possibilité de déterminer si, en dernier ressort et au plan stratégique, l'économie algérienne progressera de façon décisive vers une vaste industrialisation ouvrant sur les acquis de la révolution scientifique et technique; si, en dernier ressort, cette économie renforcera son caractère véritablement national et enfin capable d'auto-développement.

On ne peut voir une contradiction absolue entre la nécessité d'augmenter -à court et moyen terme- le poids de la dette extérieure, et celle de créer ultérieurement les conditions véritables d'une gestion qui ferait reculer de plus en plus les contraintes liées en fait à toute forme de crédit.

Le PAGS rejette la position spontanéiste, démagogique et "populaire" du non-remboursement unilatéral de la dette extérieure de l'Algérie sous prétexte que, comme les pays du Tiers monde, notre pays a 'déjà remboursé aux pays capitalistes des sommes supérieures à celles qu'il leur avait empruntées. Le crédit moderne est une condition de la production et par conséquent, son remboursement doit être mis en rapport avec les résultats du procès de production, comme fraction déterminée du profit général.

Le crédit est une source de libération et d'amplification des forces productives. Nous rejetons l'interprétation unilatérale, et historiquement passéiste et apeurée du rôle du crédit et nous sommes pour son interprétation moderne et révolutionnaire. C'est pourquoi d'ailleurs les thèses du populisme économique coïncident si spontanément avec la grande manœuvre de l'idéologie libérale qui veut désorienter et culpabiliser les forces démocratiques et de progrès qui recherchent une issue offensive et stratégique à la crise économique et sociale actuelle.

A notre époque, aucun rapport de forces international politique ne peut créer à lui seul les conditions de l'annulation de la dette du Tiers monde s'il n'est pas fondé sur une économie mondiale dominée par un rapport de forces économique très nettement favorable à la démocratie et au socialisme.

Le PAGS considère que dans la perspective d'édification d'une économie véritablement nationale, c'est à dire moderne et capable d'auto-développement, les questions des hydrocarbures et de la dette extérieure doivent être abordées avant tout non pas comme des fardeaux pour notre pays, mais au contraire comme des conditions liées et essentielles de son développement. L'objectif n'est pas de rembourser définitivement la dette extérieure, et donc de se couper volontairement toutes les voies d'accès au crédit international. Ce serait là une voie suicidaire. La question n'est pas non plus de fixer à l'avance et arbitrairement un niveau déterminé d'endettement. Il ne faut pas isoler les unes des autres les questions de l'endettement, de la valorisation des hydrocarbures, de l'assistance technique étrangère et du transfert de technologie, de la relance dynamique des investissements industriels et des moyens à réunir pour cela, des sociétés d'économie mixtes, etc. Toutes ces questions doivent être abordées certes avec leurs caractéristiques particulières mais en même temps dans

leur combinaison mutuelle et dans la perspective stratégique du développement de l'économie et de l'essor de plus en plus puissant et rapide de ses forces productives. Sur les moyens et long termes, les contraintes négatives assumées par l'un ou plusieurs côtés de cette politique à multiples volets doivent être compensées par les avantages tirés de leur mouvement d'ensemble, de leur résultante finale.

C'est par une évolution qualitative dynamique et coordonnée, tournée vers les intérêts du capital industriel, de la démocratie-révolutionnaire et du socialisme moderne, qu'il faut assumer en permanence la vigilance sur toutes les questions stratégiques touchant à l'indépendance économique. Cette position est complètement à l'opposé de celle qui, appelle au repli économique de l'Algérie, sous prétexte de "compter sur soi".

Le PAGS inscrit son action politique et idéologique ainsi que les fondements de sa politique économique dans la perspective diamétralement opposée au conservatisme et à la réaction : sa politique économique est celle du progrès, de la démocratie, et de l'affirmation offensive de l'identité nationale algérienne sur le terrain économique et social, dans le cadre d'un monde de plus en plus interdépendant.

4.- La question agraire

Les forces démocratiques et de progrès dans leur ensemble, n'ont pas su donner suffisamment à temps et de façon cohérente et unie une réponse globale aux nouvelles données de la question agraire. Là où ces forces de progrès ont tendu à privilégier de façon trop unilatérale les formes collectives de propriété (étatique et coopérative) l'idéologie libérale a répondu dans les années 1980 par un projet d'hégémonie sur toutes les formes de propriété autres que privées : restructuration des anciens domaines "autogérés", transformation des coopératives de la révolution agraire ou domaines d'Etat dits "socialistes", démantèlement des structures de soutien de l'agriculture, création des exploitations agricoles collectives (EAC) ont été également autant d'occasions pour des amputations extrêmement importantes de terres et de biens d'équipement et financiers au profit du capital privé agraire, commercial et spéculatif. Tandis que des coupes draconiennes étaient opérées dans la politique des investissements productifs au détriment du secteur industriel d'Etat, le secteur de la spéculation s'est vu littéralement arroser de terres, de prêts, de nouvelles indemnités, de moyens matériels et dons divers.

Cette politique agraire est la cause principale de la situation anarchique dans laquelle ont été plongées les structures agraires dans leur ensemble. Elle continue encore d'alimenter une situation difficilement tolérable pour la classe ouvrière, les salariés et la majeure partie des couches pauvres et intermédiaires dans les villes tout en obligeant à de lourdes ponctions sur le budget de l'Etat et les ressources des exportations au détriment direct des investissements productifs industriels.

Mais de plus, en bouleversant d'autorité et continuellement les formes de gestion et de propriété étatiques et coopératives, cette politique a voulu ainsi clairement fixer dans la conscience de tous les producteurs agricoles l'idée du caractère très précaire de toute forme de propriété non privée. Elle a voulu discréditer toute perspective de coopération dans l'agriculture et semer la méfiance politique à l'égard de toutes les actions économiques impulsées ou dirigées par l'Etat.

Le PAGS estime que l'alternative au principe des réformes économiques dans l'agriculture n'existe certainement pas. Mais l'alternative à la politique agraire anarchique et sans principe qui a été menée au nom des réformes économiques par le libéralisme est une nécessité urgente dictée par les intérêts pressants de la majorité des classes et couches sociales du pays en particulier dans les villes- et d'une politique d'édification moderne du pays.

On voit qu'il n'est pas possible de renvoyer dos à dos la politique agraire d'avant 1980 qui a eu tendance à figer et à unilatéraliser le rôle de l'Etat et des structures collectives, et la politique agraire des années 80 qui, malgré une résistance courageuse et lucide des forces progressistes au sein et en dehors des structures officielles, a voulu donner au libéralisme un rôle hégémonique dans le développement de l'agriculture.

Dans le premier cas, les structures de protection et de stabilisation de l'agriculture et de l'ensemble de l'économie n'ont pas été sacrifiées, ce qui laissait la voie ouverte à la possibilité de réajustements et d'adaptation en profondeur.

Dans le second cas, toutes les barrières de protection et de régulation ont été détruites et l'anarchie aveugle du marché a dominé sans partage dans l'agriculture en livrant les grandes populations des villes à la merci de coûts de vie insupportables, en soumettant l'économie à de dangereux processus inflationnistes et à de constants réajustements en baisse de ses investissements productifs au détriment de la dimension stratégique du développement économique général.

Certes le principe des réformes dans l'agriculture reste toujours d'une brûlante actualité mais il se pose d'emblée dans des conditions pratiques radicalement changées et infiniment plus défavorables par rapport à 1978.

Le PAGS considère que les forces démocratiques et de progrès -y compris celles qui se sont trompées dans la mise en œuvre ou le soutien à la politique agraire de ces années 80 en croyant poursuivre une œuvre patriotique- ne doivent pas opposer une approche étroite et crispée à la politique égoïste et anarchique du libéralisme. Elles doivent tirer en profondeur les enseignements de leurs propres hésitations et préjugés.

La nouvelle politique agraire à portée véritablement nationale et démocratique, doit certes s'inspirer des nationalisations de 1963, de la révolution agraire des années 70, mais elle doit en même temps corriger aussi profondément qu'il sera nécessaire les hésitations, fuites en avant, et autres fausses pistes empruntées durant cette période.

Ce sont les producteurs agricoles réels, avec leurs intérêts économiques réels, que nous plaçons au cœur de notre politique agraire, et de façon générale, au cœur de toute perspective stratégique de développement de l'agriculture, quelle que soient son ampleur et sa portée. C'est la condition décisive de tout progrès conséquent et durable de la production agricole.

Il n'est pas juste de partir d'un intérêt général arbitrairement présupposé -qu'il soit de l'Etat ou d'autres secteurs, même importants, de la société- pour ensuite dicter aux producteurs agricoles ce que doivent être leurs intérêts particuliers. Trop souvent, les objectifs et plans de production agricoles, les différents choix et restructurations de la propriété foncière, les formes de commercialisation et jusqu'aux rapports de travail quotidiens ont été dictés aux producteurs à partir d'un intérêt général de l'Etat arbitrairement détaché des intérêts de ces producteurs et des exigences réelles de la production et de la commercialisation.

Comme ferme partisan d'un progrès économique et social non entravé, le PAGS aspire naturellement à la socialisation du contenu et des formes de la production et de la commercialisation dans tous les domaines de la vie économique des campagnes. A des niveaux élevés du développement de la grande production agricole moderne et de ses forces productives, doivent en effet nécessairement correspondre des formes socialisées de la propriété. Cependant, durant tout cette étape historique longue et complexe et même durant la phase d'édification du socialisme, la forme socialisée de la propriété foncière et de la commercialisation ne peut être réalisée que très graduellement, de façon ni mécanique ni uniforme, et le plus souvent même dans des formes très contradictoires. Voilà pourquoi l'essentiel est de ne jamais perdre de vue que les formes de propriété (avec les rapports de commercialisation qui les expriment) doivent être constamment et avant tout appréciées en fonction de leur capacité à favoriser en dernier ressort une socialisation de la production non pas formelle et bureaucratique, mais véritable et pleine de son contenu, une socialisation qui créerait réellement un processus d'auto-développement des forces productives.

Notre opposition radicale à la grande propriété féodale sous toutes ses formes et à toute tentative de la reconstituer même partiellement ou en lui donnant une coloration bourgeoise plus ou moins superficielle, est fondée avant tout sur les exigences du progrès économique et social et, de ce fait même, elle répond à l'aspiration à la liberté et à la dignité de la paysannerie pauvre. A l'exclusion de la propriété féodale, le PAGS reconnait la nécessité historique actuelle et l'utilité économique et sociale de toutes les autres formes de propriété à la campagne.

Les formes de propriété à la campagne ne progresseront pas de façon mécanique et uniforme, à partir des diverses formes de propriété actuelles vers une forme unique qui serait la propriété d'Etat. Les exigences du progrès et de la véritable socialisation de la production, c'est à dire celle exprimée par le développement révolutionnaire des forces productives, poussent au contraire au déploiement encore plus riche et plus diversifié de toutes les formes de propriété, à l'exclusion de la grande propriété féodale. Ce qui sera unique et commun à toutes ces formes les plus diverses de propriété, c'est leur capacité à répondre aux besoins grandissants du progrès économique.

Aujourd'hui, la situation de l'agriculture algérienne est complètement bouleversée : la production marchande s'est généralisée, l'économie naturelle a été pourchassée jusque dans les coins les plus reculés du pays et complètement détruite, l'industrie domestique paysanne a été radicalement séparée de l'agriculture et réduite à des activités d'appoint peu significatives, les échanges économiques ont été vigoureusement développés brisant les cloisons locales et régionales. Même le capital commercial spéculatif a joué le rôle historiquement progressiste qui lui est reconnu dans la destruction des structures de production et d'échanges traditionnels et dans la constitution d'un marché national.

Grâce au dynamisme particulier de l'industrialisation et à l'action puissante et décisive de l'action de l'Etat et sur la base de ce processus de destruction des structures économiques arriérées, de généralisation des rapports marchands et monétaires et de création d'un marché national, ont été ainsi édifiées toutes les conditions indispensables pour le développement d'une économie agricole moderne.

Durant les années 80, la libéralisation du commerce des fruits et légumes, la levée du gel des transactions foncières privées, l'action corrosive ou directement destructrice menée par tous les moyens légaux et illégaux contre la propriété d'Etat et coopérative, et le soutien déclaré et massif des pouvoirs de l'Etat au capital privé, ont accéléré de manière foudroyante cette généralisation des rapports marchands et monétaires et la concentration d'énormes capitaux privés. Ce sont là les conditions fondamentales indispensables au développement en grand du capitalisme dans l'agriculture. Tandis que la condition la plus décisive pour des rapports de production capitalistes -une main-d'œuvre disponible et suffisante pour le travail salarié- elle était remplie dès le milieu des années 70 par la semi-prolétarisation de la très grande majorité de la petite paysannerie.

Rien n'est plus faux que d'imaginer la réalité du capitalisme dans les campagnes sous l'angle privilégié de l'achat et de la centralisation de grandes superficies de terres. Contrairement à la grande propriété féodale et à son "amour" de la terre, le capitalisme sait s'adapter à toutes les situations pourvu qu'il en tire des profits suffisants. Cohabitant avec les domaines "autogérés", il a su puiser chez eux, dès l'indépendance et sur le dos de l'Etat, sa main-d'œuvre permanente et saisonnière. Il a su aussi exploiter illégalement les terres de l'Etat en s'achetant toutes les complicités nécessaires, à la fois chez les autorités locales mais aussi chez les cadres et dirigeants des domaines.

Dès 1980, avec la libéralisation des fruits et légumes, il a développé, généralisé et perfectionné le système d'achat des récoltes sur pied jusqu'à remonter presqu'en son début le processus de production dans les domaines d'Etat et coopératif; il a employé à son service une main-d'œuvre (de ces mêmes domaines et coopératives) déjà toute prête et expérimentée et lui fournissant de surcroît la couverture juridique de la propriété d'"Etat" et "socialiste".

Exploitant illégalement des terres communales, déplaçant constamment ses moyens mécaniques d'irrigation, d'entretien et d'exploitation d'une terre à l'autre, prenant à bail les terres inexploitées des petits et moyens paysans, déplaçant son bétail au gré des conditions les plus favorables du marché et l'alimentant par des moyens industriels, allant jusqu'à l'achat des meilleures terres lorsque la concurrence entre différents capitalistes pour la location des terres devient trop sévère, le capitalisme agraire connait aujourd'hui sa phase de plein essor.

La situation particulière de l'Algérie où le déséquilibre est si flagrant entre l'offre et la demande de produits agricoles, permet également à toute la paysannerie -et jusqu'à un certain point aux salariés agricoles eux-mêmes- de bénéficier d'une forte rente de situation et de participer ainsi, à des degrés divers, à recueillir les fruits de la spéculation dont la classe ouvrière, les salariés et les couches moyennes des villes subissent les frais.

C'est la paysannerie dans son ensemble qui a intérêt aujourd'hui à la libéralisation économique de l'agriculture. C'est l'ensemble de la paysannerie qui souhaite désentraver l'agriculture de ses rapports féodaux ou des rapports qui, à travers les méthodes de gestion bureaucratiques, à la fois directivistes et laxistes, des appareils d'Etat et dans les domaines d'Etat eux-mêmes, font emprunt aux rapports féodaux et précapitalistes.

C'est l'ensemble de la paysannerie qui soutient par conséquent le développement des rapports marchands et capitalistes dans l'agriculture parce qu'elle y trouve son intérêt. Si elle porte en elle la revendication de l'intervention et de l'aide de l'Etat, ce n'est pas pour mettre fin à un tel développement, mais pour en corriger ce

qu'elle pense être des aspects négatifs simplement passagers, et pour lui permettre ainsi de mieux tirer encore avantage et profit de cette situation, pour concilier la propriété privée paysanne et le capital.

Tout le monde convient qu'il faut mettre d'urgence de l'ordre dans la production et le commerce des produits agricoles et le ravitaillement des villes mais les avis et positions hésitent ou divergent quant aux voies et moyens d'atteindre à ce but.

La seule voie de conciliation passe par l'identification la plus nette et la plus réaliste des tendances profondément nouvelles et en rapide évolution qui caractérisent aujourd'hui l'agriculture.

Il est vain de nier que la politique agraire initiée par le libéralisme dans les années 80 a créé un véritable danger d'anarchie et de déstabilisation des mécanismes de défense de l'économie du pays. Il est tout aussi vain de raisonner avec des catégories et objectifs économiques hérités de la situation qui prévalait jusqu'en 1978 et qui est aujourd'hui complètement dépassée.

Il est vrai par exemple que la production des produits dits "de base" est une question particulièrement sensible pour l'approvisionnement des grandes populations et pour l'indépendance économique. Mais, dans les nouvelles conditions de l'agriculture, cet objectif ne peut être atteint qu'en utilisant pleinement, et non pas en contournant ou en hésitant devant les rapports marchands et monétaires. Il ne peut être atteint que si, dans ce cadre marchand et monétaire objectif, on sait reconnaître et respecter rigoureusement les intérêts économiques et financiers qui s'y expriment normalement, y compris ceux du secteur d'Etat agricole.

La progression rapide des cultures dites "rémunératrices" est l'un des indices les plus normaux de la dissolution de l'économie naturelle au profit de la production marchande et, si elle éloigne des besoins alimentaires traditionnels des grandes masses, elle ne perd pas pour autant son caractère progressiste et nécessaire à la destruction accélérée de toutes les structures féodales et arriérées de l'agriculture.

En excluant le directivisme bureaucratique qui bloque et stérilise le développement économique agricole, il n'existe pas pour l'essentiel d'autre voie pour l'Etat que de créer les conditions pour que les cultures dites "de base" soient aussi sinon plus rémunératrices que les autres cultures et activités agricoles qui les concurrencent.

En ce qui concerne les exploitations agricoles collectives (EAC), il est certes regrettable que, depuis leur création, leur fonctionnement continue toujours d'être perturbé par une détérioration des rapports humains et de travail. Cette détérioration revêt souvent la forme de l'individualisme et de l'égoïsme le plus détestable. Mais à y regarder de plus près, et par rapport aux relations patriarcales et de "compréhension mutuelle" qui prévalaient tant qu'il ne s'agissait que de l'intérêt très général et abstrait de l'Etat, cette situation exprime quant au fond l'exigence d'une attitude nouvelle à l'égard du travail, d'une comptabilisation plus rigoureuse de l'apport personnel au travail collectif. Elle exprime l'exigence d'une évaluation plus stricte des normes techniques de la production (nombre de personnes employées et charges salariales, utilisation plus rationnelle du matériel mécanique, etc), d'une discipline du travail plus élevée, d'une répartition des fruits du travail rigoureusement liée à l'apport réel de chacun, bref d'une attitude plus responsable à l'égard de l'économie. En dépit de toutes les apparences, la tendance réelle et profonde exprimée par cette situation conflictuelle n'appelle pas à un renforcement durable et généralisé de l'intervention de l'Etat dans les rapports entre les coopératives ou dans leur fonctionnement interne. L'aspiration profonde de la grande majorité des producteurs des EAC est au contraire de voir l'Etat créer les conditions nécessaires pour rendre plus nette et stabiliser leur situation en reconnaissant que la base fondamentale des nouveaux rapports coopératifs est fondée sur des rapports de propriété et de responsabilité privés.

C'est une opinion de sens commun que de penser à spécialiser les domaines d'Etat dans les cultures dites "de base" ou "stratégiques". Le capital privé lui-même a fortement applaudi à cette idée. Dans d'autres milieux, cette opinion part de l'intention sincère et positive d'assurer l'approvisionnement alimentaire normal des citoyens et de diminuer la dépendance de l'économie et des finances nationales à l'égard du marché et des banques internationaux. Une telle position méconnait toutefois que dans la réalité actuelle de l'agriculture, il est impossible de créer artificiellement des zones économiques non régulées par les stimulants fondamentaux de la production sinon le risque pratique existe de verser à coup sûr dans l'arbitraire antiéconomique et, à terme, de ruiner tout projet sérieux de développement économique.

Ensuite, au plan politico-idéologique, il est injustifié de lier l'existence et l'action du secteur d'Etat à la gestion des pertes et déficits de l'économie, et de discréditer ainsi, aux yeux des producteurs privés et des masses populaires, toute idée de socialisation des formes de la production.

Enfin les changements profonds et accélérés de l'agriculture font que cette question dite des cultures "de base" ou "stratégiques" ne se pose pas aujourd'hui de façon mécaniquement directe à l'échelle locale et micro-économique mais avant tout et principalement à travers le caractère national de la politique des prix de production de ces produits et de la maîtrise de leur commercialisation.

Les domaines d'Etat agricoles ne pourront ainsi remplir avec efficacité leur mission au service des intérêts généraux de l'économie qu'en utilisant et en bénéficiant, à l'égal des exploitations privées et capitalistes, de la possibilité effective d'assurer efficacement et avec tout le profit nécessaire la défense de leurs intérêts économiques particuliers.

Dans cette perspective, il serait également illogique que les domaines d'Etat se voient imposer par le haut des normes de gestion et de rémunération de leur personnel alors que le secteur privé sait moduler de façon importante le poids des facteurs matériels et humains en fonction des contraintes très spécifiques de l'agriculture. Des salaires élevés pour les cadres techniques et ouvriers qualifiés des domaines d'Etat, les stimulants les plus variés pour créer et maintenir l'intéressement et le rendement individuels nécessaires à la production, une centralisation élevée et compétente des ressorts de la production, doivent être aussi accompagnés du droit reconnu aux ouvriers et techniciens agricoles à créer des sections syndicales et se rattacher au syndicat général des travailleurs.

Dans le secteur privé agricole, le travail salarié qui est ici l'indice le plus net du développement capitaliste, a beaucoup progressé en intensité et s'est largement répandu en particulier durant ces dix dernières années. A cette progression de l'exploitation doit nécessairement correspondre la possibilité réelle pour les ouvriers agricoles de créer leurs sections syndicales pour défendre leurs propres intérêts.

5.- Les réformes économiques

Dès le début des années 80, camouflé derrière le libéralisme, le front du capital commercial privé, de la spéculation et du capital privé industriel, s'est emparé de la nécessité de principe des réformes économiques pour leur donner un contenu de classe étroit et visant à affaiblir et à se subordonner le capital industriel d'Etat. Il n'y a pas eu une mais deux réformes économiques :

La première réforme économique officielle qui proclamait en paroles l'efficacité, et la rationalité économique, la décentralisation et la responsabilisation de l'entreprise, et enfin la gestion financière rigoureuse.

la deuxième réforme économique, celle qui était réellement mise en application par certaines autorités administratives centrales et locales aux ordres, celles des directives parallèles et officieuses, celle qui asphyxiait les entreprises du secteur d'Etat par la remise en cause de grands projets industriels, par la réduction et le blocage des achats de pièces détachées, des matières premières, par la réduction draconienne et irresponsable de l'assistance technique et l'émiettement systématique des entreprises nationales sans compter les menaces ouvertement proférées de privatiser immédiatement toute entreprise d'Etat déficitaire.

Dans l'agriculture, la profonde duplicité de cette démarche apparait encore mieux : la libéralisation anarchique du commerce des fruits et légumes, la liquidation des structures de soutien aux secteurs d'Etat, coopératif et privé, ont donné une impulsion sans précédent au capital spéculatif.

Ce qui est encore plus significatif de ce double langage à propos des réformes économiques, c'est le refus d'aborder le bilan financier du secteur d'Etat de façon globale, y compris en tenant compte qu'il est obligé de fonctionner souvent sur la base de critères de rentabilité globaux et stratégiques liés aux besoins généraux de l'économie. Il faut noter la précipitation avec laquelle les domaines d'Etat agricoles ont été démantelés avant même la promulgation des textes officiels et alors même qu'ils étaient bien souvent largement bénéficiaires.

Combinant les atteintes multiformes aux acquis sociaux des travailleurs (cantines, transports, etc.), aux licenciements sauvages et illégaux sous prétexte de rentabilité financière ainsi qu'à l'article 120 des statuts du FLN pour accroître de façon intolérable l'hégémonisme politique de l'appareil du FLN sur la vie démocratique

et politique du pays, ces tentatives ont montré le grand décalage entre les actes et les paroles du pouvoir. Elles ont montré que la tendance alors dirigeante du pouvoir était décidée à utiliser la nécessité de principe des réformes mais à leur donner un contenu de classe étroit et intéressé, conforme aux intérêts du capital privé (industriel, commercial et spéculatif), qu'elle n'hésiterait pas à user systématiquement des méthodes illégales pour parvenir à ses fins.

Ce n'est pas l'accélération dans l'application des réformes économiques qui, dès 1986, a porté un mauvais coup au consensus patriotique réalisé plus ou moins solidement dans le pouvoir et dans la société. C'est au contraire l'accélération dans l'application des méthodes parallèles et illégales et des mesures non conformes à l'esprit des réformes économiques qui a créé une telle situation.

Il est faux de croire qu'après Octobre 88, ce sont les mêmes réformes qui ont continué d'être appliquées. En réalité, les réformes institutionnelles (avec la suppression de l'article 120 et le multipartisme) et le nouveau climat démocratique ont replacé ces réformes économiques dans un autre contexte social et dans un autre rapport de forces politiques. Ils ont permis enfin que les réformes ne deviennent pas le paravent à un démantèlement systématique et illégal du secteur public et des acquis sociaux et démocratiques, un moyen de freiner et de paralyser le développement industriel du pays et enfin de colmater les larges brèches qui, par le biais de nouvelles règles d'importation, ont porté gravement atteinte au monopole du commerce extérieur, à la stabilité de la monnaie nationale et fragilisé la défense de notre économie nationale face au capital international.

Les réformes économiques entreprises sous la direction de l'idéologie libérale ne pouvaient être engagées dans la transparence sans que ne soit rompu le consensus social et politique.

Tout comme le capital commercial et spéculatif, ces réformes ont montré leur caractère parasitaire : elles ont été une somme de faits accomplis, d'initiatives pratiques parallèles et de coups de main provocateurs. Avant Octobre 88, il n'y a jamais eu d'application des réformes annoncées, mais une vaste tentative pour utiliser les leviers centraux et régionaux du pouvoir aux fins de développement de ces réformes dans l'intérêt du capital commercial et de la spéculation et au détriment du véritable redressement de l'économie nationale et de l'indépendance économique.

C'est sa nature contradictoire, encore plus profondément liée aux structures et modes de production arriérés, qui fait que le front de l'idéologie libérale a voulu privilégier l'agriculture en opposition à l'industrie. La variante démocratique du capitalisme et sa perspective la plus radicale, le socialisme moderne, n'opposent pas l'agriculture à l'industrie. Pour eux, le développement le plus résolu de l'agriculture, c'est celui qui liquidera complètement les structures et modes de production arriérés. Un tel développement ne peut se réaliser qu'à travers le développement conséquent de l'industrie.

La question n'est pas de savoir s'il faut développer soit l'agriculture soit l'industrie. La question est de savoir s'il faut développer ou ne pas développer une agriculture industrialisée, une agriculture moderne.

La variante archaïque du capitalisme qui, de 1980 à 1988, s'est efforcée d'assurer son hégémonisme sur le processus de développement économique, a caché ses véritables intentions derrière une réalité : celle des disproportions de développement entre les secteurs industriel et agraire. Même si elles ont été relativement aggravées, de telles disproportions sont pourtant inévitables dans les premières phases du développement d'une économie industrielle. Mais les partisans de l'idéologie libérale ont utilisé cela pour attaquer le capital industriel et l'ensemble de sa conception de développement, pour l'affaiblir, le priver des moyens de son développement ultérieur et même de la conservation de ses acquis, en un mot pour lui arracher son rôle dirigeant du processus économique engagé depuis les années 70.

Dans le cadre des réformes économiques, l'autonomie des entreprises est une nécessité dictée par les exigences objectives du développement. Aussi bien au plan des échanges avec l'extérieur qu'à l'intérieur même du pays, il est devenu nécessaire que ce développement soit efficace et souple, régulé avec tout l'esprit d'initiative et la promptitude voulus par les besoins de l'approvisionnement en matières premières, pièces détachées et du transfert de technologie.

Ce développement doit initier une gestion de sa main d'œuvre balancée par les contraintes positives de la révolution scientifique et technique, et par la compétitivité et la rigoureuse rentabilisation économiques de l'entreprise. Tout cela doit se faire dans la perspective permanente de l'accroissement continu des forces

productives, et du progrès social et de la défense des conditions de vie et de travail des travailleurs, cadres et techniciens du pays.

Au plan politique maintenant, l'autonomie des entreprises est pour l'essentiel une réponse du capital industriel à ces tentatives de le démanteler et l'affaiblir. Cette autonomie est une parade contre l'arbitraire des autorités politiques et administratives dans un rapport de forces changé et où tout le contrôle des centres décisifs du pouvoir d'Etat a échappé aux démocrates révolutionnaires et aux partisans de la perspective du socialisme moderne.

La menace suspendue sur la tête des chefs d'entreprise en cas de déficit financier (puis abandonnée suite à la réaction légitime des cadres) est l'une des dernières tentatives du front de l'idéologie libérale pour poursuivre en grand le démantèlement du secteur d'Etat industriel.

On voit donc que dans cette lutte entre les formes précapitalistes du capital (capital commercial et spéculatif) et ses formes modernes, le capital industriel a su trouver la réponse correcte en s'appropriant le besoin objectif des réformes économiques et en lui donnant un contenu conforme à ses intérêts historiques.

Il est vrai que, par rapport aux formes hégémoniques de la propriété d'Etat, la part inévitable de "libéralisation" contenue dans l'autonomie des entreprises peut, théoriquement, ouvrir la voie à leur privatisation et c'est là sans nul doute une perspective caressée par l'idéologie libérale, avec à sa tête le capital privé industriel. Mais tout en répondant à une nécessité objective d'un fonctionnement de l'économie plus souple et plus ouvert aux exigences et besoins du marché, cette autonomie des entreprises a fermé la voie à la poursuite de l'arbitraire contre le capital industriel, et dans le cadre d'un rapport de forces politique instable et non favorable aux forces démocratiques et de progrès. Telle est la signification politique profonde de cette autonomie des entreprises.

Notre position démarquée sur les réformes économiques ne doit être comprise ni comme une réserve sur le principe même de ces réformes ni comme la volonté de trouver une issue purement socialiste à ces réformes.

Davantage dans leurs modalités d'application légales et illégales que dans leurs principes officiellement reconnues, les réformes économiques initiées avant Octobre 88 s'inscrivaient dans la stratégie d'un compromis entre les intérêts du capital commercial et spéculatif et ceux du capital privé industriel, une stratégie dirigée contre le secteur industriel d'Etat.

Nous nous en sommes résolument démarqués sans pour autant rejeter le principe même de ces réformes. S'il y a eu quelque hésitation à se prononcer sur l'alternative réelle aux réformes critiquées, cela est dû quant au fond, aux illusions persistantes et confuses sur la possibilité de leur trouver une alternative purement socialiste, ou "non capitaliste". Cette alternative indépendante à la fois de structures arriérées embourgeoisées et de structures modernes et démocratisées n'existe pas. L'alternative socialiste existe seulement dans et par le choix des structures modernes et leur modernisation conséquente.

Nous appuyons fermement la ligne générale des réformes économiques telle qu'elle a été développée après Octobre 88 et parce qu'elle s'inscrit dans cette dernière perspective, celle de la consolidation des orientations de souveraineté économique de l'Algérie, de l'édification d'une économie moderne et performante. Quant à l'application de ces réformes, nous œuvrons à développer et à consolider un large mouvement social pour que dans l'action quotidienne les obstacles à leur mise en œuvre soient surmontés afin que cette application se fasse au profit des travailleurs et dans le sens des intérêts démocratiques généraux de notre société, et pour que, de cette façon les insuffisances et défauts en soient corrigés.

IV. - Le PAGS veut Exprimer le **Progrès** Général le plus Radical, le plus Démocratique.

Le PAGS est le produit d'un long processus historique amorcé dans les années 20 et exprimé par le PCA à partir de 1936. Il est né, après une difficile transition de 1964 à janvier 1966, de l'effort pour réaliser le lien essentiel entre la démocratie et le socialisme.

Décanté par l'histoire du mouvement de libération nationale dont il était partie intégrante le PAGS est porteur d'un projet de société socialiste. Il a mission de continuer et d'approfondir le combat patriotique en lui donnant de la manière la plus conséquente et à chaque moment le caractère national et démocratique de l'étape à partir d'une position de classe patriotique et internationaliste débarrassée du dogmatisme et du sectarisme.

Notre parti restera fidèle à sa nature dès lors qu'il conformera rigoureusement ses formes d'organisation et d'activité à l'évolution concrète de l'histoire et aux tâches qu'elle pose pour progresser vers une société moderne hautement développée, et de plus en plus ouverte à la justice sociale. Sa nature se définit objectivement par sa perspective historique qui est de créer les conditions pour l'édification d'une société socialiste par la voie de la démocratisation complète et radicale de toute la société.

A tout moment, le socialisme est et ne peut être qu'un mouvement démocratique réel, le plus profond, le plus ample, c'est à dire le plus radical par rapport à toutes les autres conceptions de la démocratie.

Les grandes tâches historiques du parti et ses propres caractéristiques formelles se déterminent par rapport à cette exigence du lien profond et permanent entre la démocratie et le socialisme. En dernier ressort, c'est donc l'exigence d'entrainer les masses les plus larges dans la voie du progrès socio-économique et politico-idéologique qui doit déterminer et vérifier à tout moment de telles tâches et caractéristiques formelles.

La qualité de n'importe quelle grande perspective historique se mesure à sa capacité réelle à accomplir correctement les tâches du moment, sans quoi cette perspective demeure du domaine d'un idéalisme généreux, voire de l'utopisme.

C'est la capacité à mettre en mouvement les citoyens autour de leurs intérêts reconnus et dans le sens des tendances historiques objectives du progrès, qui assurera le mouvement réel vers la perspective socialiste. C'est à ce critère fondamental entre tous que doit se rapporter en dernier lieu tout ce qui concerne les grandes tâches du parti et ses caractéristiques formelles.

Le parti n'est pas une fin en soi, il est un instrument de la lutte révolutionnaire né du développement objectif de l'histoire.

La politique indépendante du PAGS se mesure à la qualité, à l'ampleur et à la profondeur de son rapport avec les masses.

Le critère essentiel du caractère de classe de notre ligne politique, de son indépendance véritable, c'est donc sa liaison étroite avec le mouvement de masse démocratique et progressiste. Aussi lorsque l'on affirme à juste titre que ce sont les masses qui font l'histoire, il s'agit toujours, du point de vue du marxisme-léninisme des masses qui agissent comme sujets conscients et révolutionnaires de cette histoire.

Le PAGS indique la perspective historique du socialisme moderne. Il le fait comme avant-garde révolutionnaire. Et c'est précisément pour cela qu'il inscrit intégralement son action dans le mouvement réel démocratique et progressiste de la société.

L'activité du parti doit donc être évaluée à travers sa capacité à développer le mouvement historique des masses, à transporter la politique dans les masses afin qu'elles en fassent leur affaire quotidienne.

Les caractéristiques d'un parti révolutionnaire de masse se forgent à travers sa capacité à saisir le mouvement réel des intérêts réels les plus humbles des larges masses, des intérêts les plus misérablement quotidiens, les plus dépourvus du brillant politicien.

Le PAGS estime que la compréhension correcte du rapport entre l'avant-garde révolutionnaire et les masses est une question essentielle. L'éclairage théorique et pratique de cette tâche doit être pleinement et consciemment assuré par l'ensemble du parti.

C'est dans ce sens que le PAGS lutte résolument pour la résoudre la contradiction principale dans la voie du progrès de la société. Cela veut dire en termes plus simples : le parti révolutionnaire doit jouer pleinement son rôle, en tant que parti de la classe ouvrière et de toutes les masses laborieuses et en tant que parti unitaire, et doit faire avancer les tâches nationales démocratiques dans la perspective du socialisme démocratique et moderne.

A. Parce que révolutionnaire le PAGS a une vocation unitaire

La pratique indépendante du PAGS est par essence même, unitaire, sinon elle n'exprimerait que des intérêts corporatifs d'un appareil de parti ou d'une secte politique. Ainsi les tâches de classe ne se situent pas à côté ou au-dessus des tâches démocratiques, ce sont au contraire les tâches démocratiques qui, exprimant l'unité de la société, dictent aux tâches de classe leur nature et les formes de leur réalisation.

Il n'y a pas d'un côté des objectifs et tâches de classe et de l'autre côté des objectifs et tâches unitaires. Le rapport qui les lie n'est pas un rapport extérieur et contingent. Il est un rapport d'essence dans lequel les tâches de classe sont entièrement intégrées par les tâches démocratiques.

Aucune des tâches actuelles de notre parti ne saurait être envisagée en dehors de cette dimension démocratique, unitaire et humaniste sinon elle verserait aussitôt dans la sphère d'influence du socialisme petit-bourgeois.

La question n'est donc jamais de mobiliser le parti autour de ses propres intérêts réels. Les intérêts réels du parti n'existent pas en tant que tels. Ils sont en permanence dans un rapport vivant avec la société. Il faut mobiliser par conséquent le parti autour des intérêts réels de la société et vérifier scrupuleusement si son action permet véritablement au mouvement de masse de progresser quotidiennement vers la perspective socialiste.

Dès les années 70 le parti s'efforçait de lier en un tout la mobilisation démocratique des masses à la base, le renforcement et l'ouverture historique du PAGS vers un grand parti d'avant-garde ainsi que la perspective d'un front national démocratique. Cependant, il n'y a pas eu tout l'approfondissement nécessaire dans l'analyse théorique de la nature et des caractéristiques principales de l'étape historique vécue par notre pays.

Or, la **RND** est justement nationale-démocratique parce que le mouvement de sa base économique est antiféodal (et donc nécessairement bourgeois) tandis que sa superstructure a sa propre autonomie relative qui n'est pas bourgeoise. De ce fait, plus les forces qui dominent cette superstructure sont portées par les idées de progrès, et plus leur action en retour sur la base économique est efficace et permet d'accélérer et de radicaliser l'action antiféodale et anti-impérialiste, de la démocratiser et d'en aiguiser les caractéristiques révolutionnaires. Mais la profondeur et l'ampleur de cette action sociale et politique sont déterminées avant tout par la capacité de ces forces à identifier avec rigueur la nature historique exacte de ce développement économique ainsi que les formes concrètes par lesquelles se manifestent ses tendances objectives. Si un mouvement politique et social résout avec succès cette tâche théorique, s'il sait dès lors agir en s'appuyant sur le mouvement réel des tendances économiques progressistes, il a toutes chances de voir son action devenir tôt ou tard invincible. La solution correcte d'une telle tâche théorique a donc une portée révolutionnaire et pratique décisive. Aujourd'hui, elle est largement venue à maturité pour notre parti. Nos tâches politiques et organiques ne peuvent être résolues et surtout développées avec tout leur potentiel historique réel sans cet éclairage théorique fondamental.

De ce fait notre parti doit être au cœur de l'alliance de ces forces portées par les idées de progrès et qui, partir d'une identification rigoureuse de la notion historique exacte de l'étape, s'efforcent de développer une action politique multiforme pour transformer la base économique dans le sens des intérêts nationaux coïncidant de plus en plus avec celui des masses laborieuses. Cela exige que le parti révolutionnaire, tout en développant son mouvement unitaire, a pour tâche de jouer au sein de l'alliance un rôle moteur de plus en plus dynamique dénué de toutes formes de sectarisme ou d'hégémonisme mais fermement dirigé vers la réalisation méthodique et progressive des tâches tournées vers la perspective du socialisme moderne et démocratique.

B. Pour le socialisme moderne, démocratique, humaniste

En luttant pour la réalisation et l'approfondissement des tâches nationales démocratiques du moment, notre parti lutte déjà pour la perspective socialiste. Cette perspective socialiste est donc à l'ordre du jour à travers le combat uni et quotidien de toutes les forces démocratiques de la société pour favoriser le développement large et rapide des forces productives dans l'intérêt de toutes les classes sociales de progrès et de leur épanouissement économique, social, politique et culturel.

Dans sa conception scientifique, le socialisme n'est pas le but lointain qu'il faut réaliser par tous les moyens, y compris en sacrifiant les intérêts légitimes immédiats du peuple au nom de son bonheur futur.

Pour le socialisme, son but final est tout entier et sans discontinuité dans les moyens de sa réalisation. En dehors de l'immédiat concret, et des tâches que pose cet immédiat, le socialisme n'existe que comme projection idéalisée, que comme principe général. La fusion intégrale et permanente de ses tâches immédiates et de ses principes généraux donne au socialisme sa définition de mouvement réel, profondément démocratique, et tourné vers le progrès le plus radical. Le "socialisme réel" ne doit pas être donc, ce concept apologétique et mécanique qui a été utilisé parfois pour répondre à des critiques largement justifiées contre les déformations du socialisme.

Le "socialisme réel" ne doit pas être un concept figé qui formalise à posteriori le constat mécanique d'une réalité concrète. Il doit être un concept vivant qui voit cette réalité concrète comme l'expression des rapports sociaux les plus riches ou se vérifie à tout moment et en tous points la nature profondément progressiste, démocratique et humaniste du socialisme.

C'est la raison fondamentale pour laquelle si la radicalisation du processus révolutionnaire est comprise comme l'œuvre consciente et démocratique des masses elles-mêmes vers le progrès et non pas comme une fuite en avant vers des objectifs et tâches non venues à maturité, elle doit élargir alors constamment et approfondir les bases de sa progression dans la société. Ce qui par contre tend à rétrécir et à s'isoler, ce sont les forces et les idées de plus en plus minoritaires qui portent le poids du passé, de ses bases matérielles comme de ses résistances ou de ses préjugés. La nature même des tâches nationales-démocratiques est d'exprimer un mouvement sans cesse amplifié et approfondi de la vaste démocratisation de tous les rapports sociaux et de leur humanisation.

Dans cette voie le PAGS se fixe l'objectif de lutter pour la perspective du socialisme scientifique, c'est à dire du socialisme moderne, et non pas pour les différentes variantes petites-bourgeoises du socialisme marquées par le sous-développement des forces productives et les tendances à l'impatience, au révolutionnarisme et à l'égalitarisme.

Dans les conditions d'aujourd'hui la progression vers le socialisme se mesure dans l'activité consciente et énergique pour développer dans le sens des intérêts des masses et utiliser pleinement toutes les immenses potentialités antiféodales et anti-réactionnaires de la variante moderne et démocratique du capitalisme et de la radicaliser dans le sens de cette perspective du socialisme.

La légitimation historique du PAGS ne vient pas de ce qu'il s'exprime de façon différenciée dans cette société moderne comme représentant de la classe ouvrière. Sa légitimation vient de ce que, comme parti de la classe ouvrière et du socialisme, il inscrit son existence et son action dans le sens du progrès et de la démocratie. Sa place particulière et irremplaçable vient de ce qu'il exprime le progrès général le plus radical, c'est à dire le plus démocratique.

Voilà en quoi l'existence et l'activité du PAGS répond à un besoin historique profond à travers lequel continue de s'affirmer le caractère national et démocratique de notre société.

Telle est la véritable perspective socialiste tracée par l'idéologie scientifique de la classe ouvrière et débarrassée des influences et déformations des différents courants du socialisme non prolétarien.